



La révolte des Gilets jaunes et la lutte pour la révolution



Deutsche Welle

Des gilets jaunes marchent à Paris, novembre 2018.

Pour l'action ouvrière contre la répression policière !

Mobilisez le pouvoir de la classe ouvrière pour vaincre les plans d'austérité capitaliste !

Construire un parti ouvrier internationaliste sur le programme de Lénine et Trotsky

Ça fait plus de six mois que les premières manifestations des « gilets jaunes » en France ont eu lieu. Des milliers de personnes continuent de manifester, bien que la bourgeoisie ait attendu – avec une impatience mal dissimulée – depuis que ce mouvement a commencé qu'il reflue, puis meurt. Une répression féroce a réduit les manifestations à un noyau dur et une campagne de propagande médiatique implacable a miné le fort soutien initial du public, mais la guerre de guérilla est loin d'être terminée. Les attaques des flics sont les plus massives et les plus brutales depuis mai 1968. Pourtant, les médias bourgeois à travers le monde – si prompts à dénoncer la « violence » contre les bourgeois racistes qui

préparent des coups d'état au Venezuela – dissimulent la terreur policière en France.

Les réactions à l'incendie qui a ravagé Notre-Dame en avril ont mis en lumière la polarisation sociale. Alors que le président Macron utilisait ce prétexte pour appeler une fois de plus à l'unité nationale, de nombreux gilets jaunes étaient à juste titre furieux du fait que les entreprises françaises, souvent subventionnées par l'état, puissent avec insouciance offrir des centaines de millions d'euros à des fins de réparation, tandis que les services sociaux sont coupés sauvagement. Depuis son entrée en fonction en mai 2017, Macron a introduit de nouvelles lois de travail anti-ouvriers, amorcé la privatisation du système ferroviaire de la SNCF, supprimé des milliers d'emplois dans le secteur public et créé de nouveaux obstacles à l'accès aux universités. Il a annulé la taxe sur la fortune tout en augmentant les taxes sur les retraites et réduisant les subventions au loyer.

La hausse des taxes sur le carburant, qui frappait particulièrement les travailleurs, était la goutte qui a fait déborder le vase, déclenchant la révolte des gilets jaunes. Dans toute l'Europe, la malaise sociale suite au krach financier de 2008 s'est traduit par divers mouvements et partis populistes. Celles-ci ont mobilisé de larges couches de la petite bourgeoisie, ainsi que des travailleurs, des jeunes et d'autres qui ont été durement touchés par la crise économique mondiale. Certains de ces mouvements ont un caractère nationaliste

de droite, ciblant les immigrés et se fondant dans des partis fascistes tels que la Lega en Italie et carrément fascistes comme le Rassemblement National (RN) en France. D'autres étaient plutôt de « gauche », comme SYRIZA en Grèce ou Podemos en Espagne. Mais l'austérité brutale continue, car aucun de ces mouvements n'a représenté une *opposition prolétarienne au système capitaliste*.

Les gilets jaunes sont encore un cas de ces mouvements populistes qui se sont succédé ces dernières années. Plutôt qu'une formation politique structurée, il s'agissait en France d'une « mouvance » floue, reflétant le fait qu'elle englobait à la fois des militants de gauche et de la droite, ainsi que de nombreux anciens électeurs des partis capitalistes dominants. Tels mouvements multi-classes – de gauche, de droite ou de centre – ont un caractère bourgeois et ne peuvent donc mener une lutte révolutionnaire pour faire tomber le capitalisme. Le fait qu'ils aient canalisé la protestation populaire contre l'inégalité et l'austérité est la punition de l'histoire pour l'absence de direction révolutionnaire de la classe ouvrière. Pour aller de l'avant, il faut mobiliser le prolétariat pour *bouleverser l'axe de classe* de la lutte.

Le gouvernement fait son mieux pour préparer le terrain. Les mesures d'état policier ont abouti à des attaques au gaz lacrymogène et canon à eau visant des contingents syndicaux ainsi que des gilets jaunes et d'autres à Paris le 1er mai. Toutefois, l'apparition soudaine et inattendue des gilets jaunes a été la suite d'une série de défaites du mouvement ouvrier, dues principalement au fait que les bureaucraties syndicales continuent de fonctionner comme des lieutenants du capital en sabotant les luttes. Alors que la CFDT et Force Ouvrière « concertent » avec Macron au sujet de ses « réformes » anti-ouvrières, la CGT, réputée plus militante, ne propose que des mobilisations symboliques d'un jour. La soi-disant « extrême gauche » du NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste) et LO (Lutte Ouvrière) agissent à leur tour comme le flanc « gauche » de ces bureaucraties.

La situation exige une direction ouvrière qui va au-delà du simple syndicalisme: un programme visant à unir l'ensemble de la classe ouvrière et à rassembler les retraités, les jeunes, les chômeurs et les immigrés dans une lutte de classe dure. Les gilets jaunes ont commencé comme un mouvement de province contre l'élite clinquante de la capitale. Mais tout en perturbant le trafic et certains transports commerciaux, ils n'ont pas le pouvoir social de la classe ouvrière organisée. Pour faire tomber Macron, ce banquier d'affaires qui se prend pour un petit Napoléon (ou même le dieu suprême Jupiter !), ils doivent s'unir aux travailleurs immigrés des banlieues assiégées, chapeautées par des « bataillons lourds » d'ouvriers industriels et dirigés par un parti ouvrier révolutionnaire et multiethnique. Une avant-garde léniniste-trotskyiste présenterait à cette fin une série de revendications transitoires conduisant à un gouvernement ouvrier.

Un mouvement populiste hétérogène

Adoptant le gilet jaune de sécurité obligatoire pour tous les conducteurs, quelque 300 000 personnes se sont manifestées le 17 novembre et ont installé plus de 2 000 barrages routiers dans ce qui était à l'origine une rébellion contre la hausse de la taxe sur l'essence. Il s'est rapidement transformé en une révolte diffuse suscitée par l'arrogance insupportable du président Emmanuel Macron. En décembre, Macron a annoncé que l'augmentation de la taxe sur les carburants serait reportée, ainsi que quelques autres concessions triviales, et qu'il allait entamer une « tournée d'écoute » à travers le pays. Après quelques mois de monologue, Macron a annoncé en avril le prochain cycle d'attaques capitalistes à peine camouflés, affirmant que ses plans « doivent être préservés, poursuivis et intensifiés ».

Le mouvement des gilets jaunes a exprimé la colère et le ras-le-bol de millions de personnes face à la hausse des prix et des taxes. L'« écotaxe » qui a fait monter les prix de l'essence a imposé un nouveau fardeau à de larges couches de la population. Comme lors des récentes manifestations contre la *gasolinazo* de 2017 au Mexique, la rébellion des camionneurs de mai 2018 au Brésil et la quasi-insurrection d'Haïti en juillet, les hausses de taxes visant à réduire la consommation de carburant ont été commandées par des agences financières internationales. Les déclarations de Macron concernant l'environnement sont carrément insultantes. En fait, étant donné le démantèlement des transports en commun, la diminution du nombre de bureaux gouvernementaux, de services sociaux, d'hôpitaux, d'écoles, de magasins, etc., les personnes vivant loin des centres-villes ont plus que jamais besoin de leur voiture.

C'était en effet une explosion de « *la France profonde* » de province. Les provinces sont souvent considérées comme des nids de la réaction depuis l'époque des Jacobins et de la Commune de Paris. Aujourd'hui, c'est là que la RN fasciste obtient ses meilleurs résultats électoraux. Comme tous les clichés, cela comporte des éléments de vérité, mais seulement certains. Une étude réalisée parmi les premiers manifestants des gilets jaunes, publiée dans *Le Monde* (11 décembre 2018), montrait que, sur le plan sociologique, il s'agisse d'un mouvement des travailleurs et de la classe moyenne inférieure. Il y avait des proportions plus élevées d'employés et de travailleurs indépendants, mais bon nombre gagnent à peine le salaire minimum. L'âge moyen était de 45 ans, soit légèrement plus que la moyenne française, ce qui reflète le fait qu'un quart d'entre eux étaient des retraités.

Ce n'est pas, donc, une réédition du mouvement poujadiste des années 1950, un mouvement réactionnaire qui représentait la classe moyenne traditionnelle en déclin, principalement des commerçants. Mais ce n'est pas non plus

la classe ouvrière organisée : 64% ont déclaré que les syndicats n'avaient pas de place dans le mouvement. Un tiers d'entre eux ont déclaré qu'ils n'étaient « ni de gauche ni de droite » (une ligne souvent réactionnaire), et pour près de la moitié (47%), il s'agissait de la première activité politique.

Dès le début, les gilets jaunes ont ainsi interdit non seulement les partis politiques, mais tout forme spécifique de décision collective et

L'Internationaliste

Une revue du marxisme révolutionnaire
pour reforger la Quatrième Internationale

Publication de la Ligue pour la Quatrième Internationale

Adresser correspondance à : Mundial Publications, P.O. Box 3321, Church Street Station, New York, NY 10008, U.S.A. Téléphone aux États-Unis : (+1-212) 460-0983
Facs. : (+1-212) 614-8711 E-mail : internationalistgroup@msn.com

N° 10

Imprimé par des travailleurs syndicalisés



juin 2019



Le président « jupitérien » Macron fait inspection à Paris en compagnie de ses flics, le 2 décembre.

de délégation. Ils ne voulaient pas de « porte-parole », bien que les médias bourgeois aient fini par sélectionner quelques personnes. D'un côté, il y avait les chauffeurs routiers Eric Drouet et Maxime Nicolle, suspectés de sympathies pour les fascistes. Et de l'autre, la Française noire des Caraïbes, Priscillia Ludosky. Mais Nicolle et Ludosky ont tenu à manifester ensemble à Paris puis à Bourges en janvier. A la recherche d'un consensus, le mouvement a simplement accumulé des revendications, aussi contradictoires soient-elles. Finalement, la polarisation politique a été écartée en évitant le débat politique et la prise de décision par la discussion.

Une liste de 42 demandes a émergé lors d'une réunion nationale à Commercy en décembre. Celles-ci comprenaient la réimposition de l'impôt sur les riches, l'augmentation du salaire minimum, des emplois pour les chômeurs et de meilleures pensions pour les classes populaires, pleine pension à 60 ans ou à 55 ans pour les personnes effectuant un travail physique pénible, l'arrêt de la fermeture des lignes ferroviaires locales, bureaux de poste et écoles, etc. En résumé, une liste de toutes les bonnes choses qui auraient pu être compilées via un sondage d'opinion. Beaucoup pourraient même être soutenus par un démagogue fasciste agile. Des exigences telles que des taxes plus élevées sur McDonalds et Google, ainsi que l'interdiction de la vente de barrages et d'aéroports, pourraient avoir une orientation nationaliste française. Certains ont appelé à un meilleur traitement des réfugiés, mais également à une expulsion rapide de ceux dont les cas sont rejetés.

Il existait avant tout un fort sentiment à faveur de la décision en matière politique par référendum. Il s'agit d'une procédure pseudo-démocratique, et finalement anti-démocratique, dans laquelle l'État bourgeois manipule la population en lui proposant des alternatives soigneusement sélectionnées et limitées. Une telle régime plébiscitaire fut favorisée par Napoléon III et de Gaulle. Mais au sein du mouvement lui-même, il n'existait et n'existent encore aucun mécanisme permettant de décider quelles vues étaient

majoritaires, de répudier éventuellement l'une d'elles, ou de décider de la stratégie à adopter. Le mouvement est resté fragmenté en centaines de groupes locaux et la tentative de présenter une liste de candidats pour les élections au Parlement européen ont échoué.

Alors que leur colère est dirigée contre les banquiers et les hommes politiques capitalistes, la conscience des manifestants n'était en aucun cas révolutionnaire, ni implicitement « anticapitaliste », comme le voudraient certains courants de gauche. À cet égard, il ressemble aux « Indignés » espagnols de 2011 et au mouvement « Nuit Debout » qui occupait les places publiques, principalement à Paris, en 2016. Ces mouvements regroupaient un grand nombre de jeunes de la classe moyenne (même s'ils n'ont pas trouvé un emploi après terminer leurs études), avec un nombre limité de jeunes travailleurs et encore moins de travailleurs immigrés. Les gilets jaunes, par contre, appartiennent plutôt à la classe moyenne inférieure, ils sont moins éloquents et donc beaucoup moins attrayants pour les quelques journalistes qui refusent de régurgiter la ligne du gouvernement selon laquelle les gilets jaunes ne seraient que des simples voyous.

À l'instar des gilets jaunes, Nuit Debout n'excluait pas ni les fascistes ni les réactionnaires et parlait beaucoup de réécrire la Constitution. Il était cependant beaucoup plus étroitement associé au mouvement « La France Insoumise » (LFI) issu du Parti de gauche social-démocrate comme véhicule personnel de Jean-Luc Mélenchon sur une base explicitement nationaliste/populiste. Et en agitant le drapeau français, en chantant l'hymne national et en faisant des remarques anti-immigrés, il n'est pas étonnant que les gilets jaunes n'aient jamais vraiment pris racine à Paris ou dans les autres grandes villes et les banlieues, n'ayant rien à offrir la population immigrée.

Les leçons de la défaite des cheminots

En 2016, le gouvernement « socialiste » Hollande-Valls a proposé la loi El Khomri, qui porte le nom de sa ministre du Travail, permettant aux patrons de licencier plus facilement les travailleurs et de réduire les heures supplémentaires et les indemnités de licenciement. Hollande avait enfoncé la loi, empêchant le vote au parlement, même si cela signifiait l'autodestruction du Parti Socialiste (au service du capital). Pourtant, il a rencontré une forte résistance de la classe ouvrière. Les grèves dans plusieurs secteurs, tels que les ports, ont été efficaces et les piquets de grève ont assez bien bloqué les raffineries et les dépôts de gaz. Bien que Philippe Martinez, le chef de la CGT, ait été présenté comme un intransigeant déraisonnable, il a en réalité déclaré : « Tant que le gouvernement refuse de discuter la mobilisation va continuer » (*Le Figaro*, 25 mai 2016).

Mais qu'est-ce qu'il y avait à discuter ? Une véritable lutte – c'est-à-dire une grève générale réelle et non symbolique – aurait signifié arracher la direction de la grève des mains des bureaucrates vénaux et aller au-delà des initiatives locales sur les sites de travail individuels pour créer des formes organisées incarnant la lutte : des comités de grève élus pour unir tous les syndicalistes, maintenant divisés en différents



Reuters

Marche syndicale à Paris le 22 mars 2018 pendant la grève des cheminots. Au lieu d'une mobilisation générale, les bureaucraties syndicales ont laissé traîner les grèves tournantes. Résultat : encore une défaite.

syndicats, ainsi que les non-syndiqués ; l'organisation des piquets de grève de masse pour propager la grève et défendre les grévistes ; et des comités de coordination nationaux, reliant Paris aux mobilisations dans les villes de province.

La loi El Khomri n'était qu'un premier pas pour la bourgeoisie française. Deux ans plus tard, parmi ses premières actions, Macron s'est attaqué aux cheminots. Dans *Le Monde* (27 février 2018), un expert lui avait conseillé « comme une bataille... un combat héroïque contre l'hydre syndicale », comme l'a fait le premier ministre britannique Thatcher contre le syndicat des mineurs dans les années 80. Le premier ministre de Macron, Édouard Philippe, a souligné sa « détermination » ; un autre conseiller a remarqué, « ce n'est plus 1995 ». Il faisait allusion à la vague de grèves dans la fonction publique en décembre 1995, qui a déjoué les tentatives du gouvernement de réduire les retraites.

La comparaison avec les mineurs britanniques, qui ont finalement été réprimés en détruisant la totalité de l'industrie charbonnière, souligne le rôle clé joué par les cheminots en France pendant des décennies. Dans les grèves ferroviaires de 1986-1987, les bureaucraties syndicales, y compris la CGT, ont été largement discréditées et des coordinations de grève ont vu le jour dans des centres ferroviaires clés, tels que Rouen. De nombreux membres de « l'extrême gauche » ont alors joué un rôle actif dans l'unification de la lutte, en contournant les bureaucraties des confédérations syndicales. Mais en 1995, de tels comités n'existaient presque plus et les anciens « gauchistes » qui y travaillaient étaient promus dans la bureaucratie syndicale. Dans les années 2000, malgré des tentatives isolées de les faire revivre dans les gares parisiennes, ces coordinations anti-bureaucratiques massives n'étaient qu'un lointain souvenir.

Confrontés aux plans de Macron dès février 2018, les bureaucraties syndicales ont tergiversé, perdant du temps avec des « négociations » interminables bien que le gouvernement ait déjà présenté son projet de loi sur la privatisation, et ils ont organisé un référendum en mai. En plus des « jours d'action » impuissants, les bureaucraties ont finalement opté pour la tactique perdante de « deux sur cinq », c'est-à-dire des grèves

tournantes de deux jours suivies de trois jours de travail. Ceux-ci traînaient, démobilisant les cheminots, énervant les navetteurs, et ont empêché une jonction avec les étudiants qui protestaient contre les systèmes de sélection sociale de Macron pour l'enseignement supérieur. Il n'y avait non plus une lutte commune avec d'autres employés du secteur public dont les « journées d'action » se chevauchaient parfois avec ceux des cheminots.

Finalement, la fédération syndicale Solidaires, avec le soutien du NPA, et les sympathisants de LO à la CGT ont commencé à s'agiter pour des grèves « reconductibles » sur chaque site de travail. À une occasion au moins, la CGT a appelé les flics contre les tentatives d'organiser une telle grève. Mais bien que plus militante, cette tactique a évité la nécessité d'une mobilisation plus large, nécessaire dans une confrontation de classe de cette ampleur, ainsi que la nécessité de disposer de comités de grève effectifs dans les différentes fédérations syndicales et d'une direction alternative. Une fois de plus, le plan du gouvernement a été adopté.

Aujourd'hui les contrats de travail à court terme d'une durée inférieure à un mois dépassent de loin – de 4,5 million contre 1 million – le nombre de contrats illimités. Seulement la moitié de ces travailleurs « jetables » sous contrat à court terme sont même éligibles aux allocations de chômage. Le taux de chômage officiel dépasse les 9% et le salaire mensuel moyen (après impôt) est de 1 700 €. Le gouvernement menace maintenant de licencier 120 000 employés de la fonction publique, en pensant qu'il a brisé la résistance des syndicats. Mais le combat n'est pas terminé.

Un rendez-vous manqué

Le 17 novembre dernier, le secrétaire général de la CGT Martinez a réagi face au mouvement des Gilets jaunes en déclarant qu'il était « impossible d'imaginer la CGT défilant à côté du Front national ». Il les accusait en outre d'être une simple mobilisation contre les impôts manipulée par les patrons. Mais si Martinez pensait réellement qu'il s'agissait d'un mouvement dominé par les fascistes, il aurait dû proposer une opposition active, plutôt que de se laver les mains. En fait, les travailleurs des raffineries de pétrole ont

entamé une grève nationale le 22 novembre dans le cadre de négociations salariales annuelles. Ainsi, dans le département des Bouches-du-Rhône, il y avait des grévistes d'une raffinerie Total se tenant de l'autre côté de la route, face aux gilets jaunes – une occasion parfaite pour la fraternisation. Pourtant la bureaucratie CGT s'est empressée de régler le contrat.

Le 5 décembre, Macron exigeait que « les forces politiques, les forces syndicales et les employeurs... [lancent] un appel clair et explicite au calme et au respect du cadre républicain ». La CGT, CFDT, FO, FSU (enseignants) et plusieurs autres fédérations syndicales se sont réunies pour rédiger un communiqué qui

condamnait « toutes formes de violence dans l'expression des revendications » et félicitant le gouvernement d'avoir « ouvert la porte au dialogue ». Comme manifestation concrète de cette trahison, le 7 décembre, après une réunion avec le ministre des transports, la CGT et FO ont annulé la grève illimitée des camionneurs qui devait commencer trois jours plus tard.

Enfin, le 5 février, après une certaine fraternisation sur le terrain et sous la pression de la base, les hauts sommets de la CGT ont convenu d'appeler à une grève générale d'un jour et à des manifestations communes avec les gilets jaunes (même que beaucoup d'entre eux, à cause de leur situation financière précaire, ne se manifestent que le samedi). Bien que les manifestations aient été assez importantes, la grève elle-même a été mal suivie: trop peu, trop tard et sans lendemain.

Comme l'a écrit Trotsky à propos de cette tactique:

« La grève générale est, par son essence même, un moyen révolutionnaire de lutte. Dans la grève générale, le prolétariat se rassemble, en tant que classe, contre son ennemi de classe. L'emploi de la grève générale est absolument incompatible avec la politique du Front Populaire, laquelle signifie l'alliance avec la bourgeoisie, c'est-à-dire la soumission du prolétariat à la bourgeoisie. Les misérables bureaucrates des partis socialiste et communiste, de même que des syndicats, considèrent le prolétariat comme un simple instrument auxiliaire de leurs combinaisons de coulisse avec la bourgeoisie. On proposait aux ouvriers de payer une simple démonstration par des sacrifices qui ne pouvaient avoir de sens qu'au cas où il se fût agi d'une lutte décisive. Comme si l'on pouvait faire faire à ces masses de millions de travailleurs des demi-tours à droite et à gauche, selon les combinaisons parlementaires ! »

—« L'heure de la décision approche : sur la situation en France » (décembre 1938)

Bien que les syndicats ont subi des défaites à plusieurs reprises, la lutte des classes en France n'a jamais dépendu de la force de la seule organisation syndicale. Alors que Macron promet de nouveaux cadeaux fiscaux à sa base de la classe



Le Collectif Intergare à Paris, le 8 décembre. « Cheminots et gilets jaunes ensemble ». En dépit de la déclaration dégueulasse des chefs syndicaux, faisant écho à l'appel de Macron pour dénoncer « la violence », des travailleurs combattifs de la base se sont joint aux manifs.

moyenne supérieure, il y aura encore plus de réductions dans les services publics. Entre-temps, malgré d'énormes subventions, des entreprises comme General Electric licencient des centaines de travailleurs de plus.

Face à cette offensive capitaliste, une vaste contre-offensive ouvrière s'impose. Le fait que d'importantes couches de la petite bourgeoisie se sont mobilisés contre les mesures brutales de Macron, et qu'ils résistent la répression, est hautement positive, mais ils n'ont ni la force sociale ni l'intérêt cohérent de classe pour vaincre. Il faut que les militant(e)s ouvriers et ouvrières prennent le relais en luttant pour chasser la bureaucratie et écarter sa politique defeatiste de collaboration de classe. En tendant la main aux gilets jaunes, une direction syndicale de lutte de classe peut gagner bon nombre d'entre eux au combat révolutionnaire.

Une véritable stratégie pour faire face à cette guerre capitaliste contre les travailleurs impliquerait de faire grève dans les industries clés pour *exiger que les contrats temporaires soient convertis en postes à temps plein* ; pour *raccourcir la semaine de travail sans perte de salaire*, en divisant le travail disponible pour fournir des emplois aux chômeurs ; pour *indexer les salaires contre l'inflation* ; pour *occuper les banques, en ouvrant leurs livres pour inspection par les commissions de travailleurs* afin de déterminer où est allé l'argent ; et pour *imposer le contrôle ouvrier dans les raffineries et les centres ferroviaires*. Dans le cadre d'un tel programme de mobilisation du pouvoir de la classe ouvrière sur le chemin de la révolution socialiste, *l'appel à une grève générale*, un appel dirigé à la fois aux syndicats et aux travailleurs de base, comme en mai 1968 en France, est effectivement à l'ordre du jour.

Mais cela poserait clairement la question de savoir quelle classe est au pouvoir, de « qui est le maître dans la maison », comme le disait Trotsky dans les années 1930. Cela souligne la nécessité vitale de forger le noyau d'un parti ouvrier révolutionnaire, un parti trotskyste chargé de mener la lutte pour la révolution socialiste internationale. ■

Un gouvernement en guerre avec sa population

Les gilets jaunes sont en mutation. Au début de la révolte, certains pensaient que la police fraterniserait avec eux. Maintenant, un chant populaire est : « Tout le monde déteste la police ». On rapporte que les policiers ne quittent désormais plus les commissariats que dans des groupes d'au moins de quatre personnes. La ligne dure est dictée par le haut. Le gouvernement Macron a continué l'état d'urgence décrétée par le gouvernement Hollande après les attaques terroristes de novembre 2015, ce qui en fait le plus long état d'urgence ininterrompu depuis la guerre d'Algérie. En 2016, il a été utilisé pour réprimer les manifestations des travailleurs contre les « réformes du droit du travail » antisyndicales du gouvernement.

Le 1er décembre, une femme algérienne âgée de 80 ans à Marseille qui tentait de fermer les volets de son appartement a été tuée par des fragments d'une cartouche de gaz lacrymogène. Le 6 décembre, plus de 160 élèves, dont certains âgés de 13 ans à peine, ont été arrêtés devant une école de Mantes-la-Jolie. Une vidéo de l'arrestation massive – montrant des étudiants agenouillés, les mains derrière la tête ou menottés derrière le dos – ressemblaient au Chili de Pinochet. Certains ont été maintenus dans cette position pendant quatre heures. L'intention était évidemment de terroriser. Le 14 décembre, Amnesty International a publié une déclaration condamnant le fait que : « Les forces de l'ordre ont utilisé des *flashball* (lanceurs de balles en caoutchouc), des grenades de désencerclement et des gaz lacrymogènes contre des manifestants majoritairement pacifiques, qui ne menaçaient pas l'ordre public... [en plus] de nombreux cas de recours excessif à la force par des policiers. »

La police prétend bien sûr se défendre, et les grenades GLI-F4 – qui dégagent un nuage de balles de caoutchouc, ainsi que des gaz lacrymogènes et un bruit assourdissant – sont censées constituer un dernier recours contre les meutes hurlantes. Mais ils sont déployés de manière routinière, et la France est le seul pays de l'Union Européenne à les utiliser.

Ensuite, le 23 décembre, la police a commandé autres 1 280 canons anti-émeute qui utilisent des balles en caoutchouc – leur arme de choix depuis les révoltes de 2005 dans les banlieues d'immigrés parisiens. Pendant ce temps, une unité de police s'est présentée à la manifestation du 12 janvier à Paris avec les fusils automatiques Heckler & Koch G36, le fusil de combat standard de l'armée allemande, muni d'un chargeur à gaz de 30 cartouches ou d'un tambour de munition de 100 cartouches.

Le 5 février, la « loi anti-casseur » fut adoptée par le parlement (les briseurs de vitres et des pilleurs sont le plus souvent des provocateurs qui agissent librement sous les yeux de la police). La loi vise toute manifestant(e) avec le visage couvert et permet aux préfets d'interdire à des personnes sélectionnées de manifester sans devoir faire pétition au tribunal. Il est maintenant de routine que des personnes qui se rendent aux manifestations soient arrêtées « préventi-



Kiran Ridley/Getty Images

Des CRS à l'attaque contre des manifestants gilets jaunes, le 12 janvier, près de l'Arc de Triomphe à Paris.

vement » après avoir été fouillées aux barrières de la police.

En six mois de manifestations des gilets jaunes, quelque 24 manifestants (ou simples passants) ont perdu un œil, cinq se sont fait tirer les mains, et des centaines d'autres ont été blessés à la tête par des balles en caoutchouc ou des grenades de la police, parfois à bout portant. Un membre important des Gilets jaunes, Jérôme Rodrigues, a perdu un œil après avoir été touché au visage par un projectile de la police ; il était probablement pris délibérément pour cible. Le 2 juin, une macabre marche comprenant certaines de ces victimes mutilées par le terrorisme policier s'est tenue à Paris. Non seulement les manifestants, mais aussi des dizaines de journalistes ont été agressés physiquement ou leur équipement a été détruit par la police, et délibérément.

En outre, au début du mouvement des Gilets jaunes, le gouvernement a annoncé le retour au service militaire universel pour cette année – une mesure visant à embrigader la jeunesse. Le chef d'état-major de l'armée de Macron, le général François Lecointre, se distingue par son expertise particulière dans l'utilisation de l'armée pour « la sécurité intérieure ». Ancien combattant de toutes les guerres néocoloniales françaises depuis les années 1990, il a également participé activement à la préparation de « l'Opération Sentinelle », qui a déployé des milliers de soldats en France après les attentats terroristes de 2015 (*Le Figaro* du 19 juillet 2018).

Ainsi, en plus de la police, des troupes ont été déployées dans divers bâtiments publics à Paris lors des manifestations des Gilets jaunes du 23 mars. Agissant conformément aux règles d'engagement de l'opération « anti-terroriste » Sentinelle, elles étaient autorisées à ouvrir le feu avec des balles réelles « si nécessaire ». Toutes ces mesures sont des préparatifs pour la guerre interne « préventive ». Comme nous l'avons écrit à propos de la répression massive contre les manifestations lors du sommet du G20 qui s'est tenu début juillet 2017 à Hambourg, en Allemagne :

« Dans ce chaos montant et le défi à la 'gouvernabilité', les banquiers à la main de fer de Bruxelles, Francfort, la City de Londres et Wall Street peuvent mettre des politici-

ens populistes rétifs comme Alexis Tsipras à Athènes ou Bernie Sanders aux États-Unis au pas aussi bien que les sociaux-démocrates réformistes tels que Jeremy Corbyn en Grande-Bretagne. [Les banquiers] peuvent facilement maîtriser des marches de masses 'pacifiques et légales' et même des 'grèves générales' impuissantes d'un jour (arrêt de travail + défilé) contre l'austérité comme en Grèce. Ils feront appel à ce que les Soviétiques ont appelé les

'ministères du pouvoir' (a/k/a, 'l'état profond') pour rappeler des éléments incontrôlés comme Trump à l'ordre. Mais ils exigent que les dirigeants de Washington à Berlin aient l'appareil policier / militaire prêt à écraser les troubles civils, qu'ils attendent. »

—« G20 Summit Police State Terror in Hamburg » (Terreur d'état policier au G20 de Hambourg), repris dans *The Internationalist* No. 50, novembre-décembre 2017. ■

Macron et les fascistes

Élu président du « moindre mal » face à la Marine Le Pen du Front National fasciste (maintenant Rassemblement National) en 2017, Emmanuel Macron a profité de la tourmente des partis bourgeois et de la chute du Parti socialiste pour se recruter une grande majorité parlementaire. En tant que tel, Macron est donc un « modéré » prétendu et appartient au « centre » politique bourgeois aux côtés de criminels de guerre tels que Hillary Clinton et Tony Blair. Ainsi, la politique française serait un conflit entre Macron (qui pense que l'Afrique a un problème « civilisationnel ») et Le Pen. Dans le même ordre d'idées, la population était censée choisir l'escroc de droite Jacques Chirac, en tant que le « moindre mal », contre le fasciste Jean-Marie Le Pen aux élections présidentielles de 2002.

Le gouvernement a cherché à renforcer sa prétention d'être un bouclier contre « l'extrémisme » en se saisissant d'une forte augmentation des incidents antisémites depuis l'année dernière. Celles-ci ont été clairement l'œuvre de fascistes, sans lien particulier avec les gilets jaunes. Puis, le 16 février, le « philosophe » islamophobe Alain Finkielkraut a été affronté sur les trottoirs de Paris en même temps qu'une manifestation des gilets jaunes et dénoncé comme « sale sioniste » et raciste. Il a été annoncé qu'il avait été qualifié de « sale juif » (une vidéo prouvait que c'était un mensonge) et l'ensemble du mouvement des gilets jaunes rendu responsable. Finkielkraut a ensuite publié une déclaration dans laquelle il établissait un vil amalgame entre immigrés, musulmans, antisémites, antisionistes et l'extrême gauche (tandis que Marine Le Pen dénonçait l'infiltration des gilets jaunes par « l'extrême gauche »).

Le 20 février, lors d'un dîner organisé par le CRIF (Conseil Représentatif des Institutions Juives de France), Macron a rejoué cette chanson, en identifiant « l'extrémisme », l'antisémitisme et l'antisionisme. Il a ensuite condamné cette idéologie qui « gangrène certains de nos quartiers » appelant à une « reconquête républicaine » de ceux-ci. Tout cela rappelle les mensonges racistes de Fox News, de de outre Atlantique, qui fantasme sur « zones interdites » pour la police dans les quartiers d'immigrés des villes européennes. Macron est dans la continuité de son prédécesseur de « gauche », François Hollande, qui a interdit tout plaidoyer en faveur du boycott d'Israël (le BDS) et des manifestations pour protester contre l'attaque israélienne à Gaza de 2014, réprimant des jeunes immigrés.

Parmi les gilets jaunes, il y a certainement de véritables antisémites, des fascistes, principalement des groupes plus petits, de type nazi, actifs sur le terrain. Le 26 janvier, un groupe restreint mais bien organisé de voyous fascistes a attaqué un contingent du NPA à Paris et a été repoussée. Pourtant, malgré les éléments chauvins et racistes du mouvement des gilets jaunes, ces forces n'ont pas été en mesure de déclencher des pogroms anti-immigrés comparables à

ceux de l'Allemagne l'année dernière.

Marine Le Pen a apporté un soutien verbal aux gilets jaunes, dans l'espoir de récolter des bénéfices électoraux ultérieurs. Cependant, elle est freinée par le fait qu'une majorité de policiers votent pour le RN ainsi qu'ils répriment brutalement les gilets jaunes. Elle-même s'est opposée à l'amnistie pour les manifestants arrêtés (et s'oppose à l'augmentation du salaire minimum). Donc, l'émergence des gilets jaunes n'a pas beaucoup profité aux fascistes lors des élections au Parlement européen de fin mai: bien qu'il a augmenté son nombre de voix, le pourcentage électoral du RN a en fait diminué. Mais le fait que les fascistes aient devancé le parti de Macron laisse présager plutôt une convergence accrue entre les deux forces en termes de répression intensifiée des immigrés et des réfugiés.

Ce n'est pas un hasard si le chef de déclarer la liste européenne de Macron était Nathalie Loiseau, connue pour être une sympathisante du GUD fasciste à l'époque des études universitaires. Elle déclare désormais : « Sur la question des frontières, l'Europe doit se faire respecter. Personne ne doit rentrer en Europe s'il n'y est pas invité. » Macron lui-même, dans son discours du 25 avril, déclara que « Les frontières communes, les accords de Schengen et de Dublin ne fonctionnent plus », et promit une « refondation complète » de la politique d'immigration, notamment en bloquant le regroupement familial.

Pendant ce temps, à la frontière franco-italienne, l'armée, la police CRS paramilitaire, les gendarmes, la police nationale et la police des frontières – armés jusqu'aux dents et équipés de lunettes de vision nocturne ou de détecteurs de mouvement – sont à la recherche de réfugiés. S'ils se font prendre, ils n'ont pas accès à un médecin ou à un avocat et sont immédiatement expulsés. Une loi de février 2018 avait déjà permis de réduire d'un tiers le délai d'introduction d'une demande d'asile et de diviser par deux le délai imparti pour le recours en annulation, tout en multipliant par trois le temps qu'ils peuvent être reclus en centres de détention.

Une chose est sûre ; lorsqu'il y a des luttes concrètes contre l'austérité capitaliste, les bandes fascistes serviront toujours d'auxiliaires à la répression de l'état bourgeois. Et ils sont directement liés au Rassemblement National via le « Département de la Protection et de la Sécurité » de ce dernier, dont les nervis ont brutalement attaqué des membres de l'Union européenne des étudiants juifs de France (UEJF) qui distribuaient un tract devant une réunion du RN le 1er mai. De plus, fin mars 2018, lorsque des étudiants de l'Université de Montpellier ont occupé la faculté de droit, une bande armée de fascistes masqués, en collaboration avec le doyen de la faculté, a brutalement agressé les étudiants.

La lutte pour la mobilisation ouvrière pour écraser la menace fasciste est d'une actualité brûlante. ■

La gauche opportuniste à la remorque des gilets jaunes

Lorsque les gilets jaunes ont éclaté sur la scène, c'était une aubaine pour la masse de l'« extrême gauche » française démoralisée. Avec la liquidation de la Ligue Communiste Révolutionnaire et la création du Nouveau Parti Anticapitaliste en 2009, la majorité de ses fondateurs ont poussé un soupir de soulagement de pouvoir larguer les mots « communiste » et « révolutionnaire ».

Mais c'était le premier pas vers la désintégration. Bientôt, des morceaux entiers du NPA sont partis vers les pâturages plus verts du Parti de Gauche, qui s'est passé d'une forme de social-démocratie au populisme national bourgeois de La France Insoumise à son tour. La fortune électorale de la LFI va et vient selon que son *lider maximo* Jean-Luc Mélenchon se présente ou non aux présidentielles.

Depuis quelques années, la majorité des membres du NPA étaient convaincus que le rapport de forces s'était radicalement modifié au détriment de la classe ouvrière. Pour ces adeptes serviles de la « dynamique », cela signifiait qu'il y a bien peu qu'on pourrait faire aujourd'hui. Le NPA n'a joué aucun rôle indépendant dans les luttes de 2016 autour de la loi sur la « réforme » du travail El Khomri, et simplement faisait du suivisme après « Nuit Debout ». Sa seule véritable activité nationale en 2017 était la campagne présidentielle de Philippe Poutou.

Ainsi, l'ancien candidat de la LCR à la présidence, Olivier (« Je n'ai jamais été trotskyste ») Besancenot était absolument ravi par les gilets jaunes: « Je n'ai jamais connu de telles mobilisations: des milliers de personnes qui veulent se rendre au centre de Paris, sur les Champs-Élysées, tout comme j'imagine les paysans l'ont fait à leur époque pour se rebeller contre le seigneur, en se rendant dans son château pour demander des comptes. » La tâche qui attende le NPA est donc, selon Besancenot, « de soutenir ce mouvement afin qu'il ait l'expression la plus anticapitaliste possible » – ce qui place la barre assez basse.

Les anarchistes veulent au moins faire quelque chose, même s'il s'agit principalement de théâtre de rue, d'escarmouches avec les flics ou cassage de quelques vitres, tout cela souvent contre-productif. Les différents courants pseudo-trotskystes, en revanche, se sont entraînés dans ce que les bolcheviks de Lénine ont appelé *khvostisme*, ou le suivisme, l'art de pourchasser tout « mouvement » actuellement en vogue. Les commentaires de Besancenot en sont un excellent exemple. Il a continué:

« Par conséquent, les seules perspectives politiques crédibles possibles pour le mouvement social et la gauche sont que ce mouvement gagne, soit politisé et développe une forme de représentation politique pour lui-même. [...] Ce mouvement doit créer une base politique pour une nouvelle constellation de forces sociales et politiques. »

Donc, encore une fois, le « mouvement » pris en bloc se développera d'une manière ou d'une autre pour sauver la « gauche ».

Comme Besancenot ressort des clichés à propos de 1789 et les révoltes paysannes du Moyen Âge, nous nous souvenons que la NPA a également salué la révolte des camionneurs « Bonnets Rouges » de 2013-2014. Tout en

attirant des travailleurs égarés et se donnant le nom des paysans bretons rebelles du 17^e siècle, cette protestation contre l'écotaxe a été manipulée par diverses entreprises capitalistes locales. Le NPA s'est donc retrouvé en tant que prétendu « pôle ouvrier indépendant » lors d'un rassemblement à Quimper en novembre 2013 aux côtés de la droite bourgeoise, de certains fascistes et d'évêques catholiques. Les cadres les plus âgés ont sans doute rappelé le « bon vieux temps » de 1981 lorsqu'ils avaient soutenu les restaurateurs capitalistes polonais de Solidarność en collaboration avec un spectre politique similaire.

Au début de 2019, il était déjà clair que les Gilets jaunes n'avaient pas vraiment réussi à capitaliser sur la sympathie généralisée dont elles jouissaient initialement pour déclencher des luttes plus massives. Le NPA n'a pas agité pour un vrai grève générale ; au lieu de cela, il a approuvé l'action-alibi de la grève d'un jour convoquée par le leader de la CGT, Philippe Martinez, tout en essayant gentiment de le pousser légèrement vers la gauche.

Lutte Ouvrière aussi, bien que venant d'une autre direction. LO a réagi aux protestations initiales des Gilets jaunes en critiquant Martinez pour sa position désinvolte, affirmant que cela cédait l'initiative à la droite. LO rapportait des cas de fraternisation entre syndicalistes et gilets jaunes, et appelait à « imposer des revendications ouvrières ». Mais elle ne voulait pas dire par là que la classe ouvrière devait être mobilisée à lutter pour le pouvoir, entraînant derrière elle des couches de la petite bourgeoisie.

Au contraire, comme d'habitude, LO a mis en avant une série de revendications économiques minimales : augmenter les salaires, faire payer les capitalistes, etc. Dans un éditorial, *Lutte Ouvrière* (5 février) a présenté un programme purement réformiste:

« Quand l'État veut construire, par exemple, une ligne de chemin de fer, il réquisitionne les terrains et exproprie les particuliers au nom de l'intérêt général. Mais réquisitionner les usines que les grands groupes veulent fermer et qui ont été arrosées d'argent public est tabou. C'est un tabou que les travailleurs ont intérêt à faire tomber. Car demander des comptes à la classe capitaliste, contrôler ce qu'elle fait des milliards qu'elle a accaparés au travers de l'exploitation, est une nécessité. »

Et ainsi de suite. Lorsque l'éditorial dit qu'il faut « remettre en question la classe capitaliste, contester ses décisions et son pouvoir », cela peut sembler très radical aux non-initiés, mais cela ne signifie pas en réalité renverser cette bourgeoisie. Au contraire, il appelle l'état capitaliste à réquisitionner les usines. De même, derrière l'appel utopique perpétuel de LO au gouvernement d'interdire les licenciements se cache une vision d'un capitalisme d'« état-providence ».

La Fraction Trotskyste (FT) en tant que courant international – représentée en France par une fraction au sein du NPA, le Courant Communiste Révolutionnaire (CCR) – prétend être le juste milieu entre la passivité de LO et l'opportunisme débridé des dirigeants du NPA. Même aujourd'hui, dans une déclaration formelle (13 mai) intitulée « Luttes de classe et nouveaux phénomènes politiques dans le monde », les centristes de droite de la FT ont proclamé que les gilets

Halte à la répression contre les Gilets jaunes !

Depuis le début des manifestations des Gilets jaunes en novembre 2018, le gouvernement d'Emmanuel Macron a réagi par une répression massive à une échelle sans précédent depuis des décennies. En six mois de manif, 12 107 manifestants ont été interpellés, dont 10 718 placés en garde à vue (Canal +, 15 mai). Quelque 1 500 personnes furent détenus en une seule journée (le 8 décembre), un record, dépassant largement le nombre de personnes arrêtées dans les rafles de la police lors du sommet du G20 à Hambourg en 2017.

De plus, selon les révélations du *Canard Enchaîné* (17 et 24 avril), les hôpitaux de Paris ont reçu l'ordre à plusieurs reprises de remettre les identités des personnes blessées par les attaques de la police.

Plus de 2 000 gilets jaunes ont été jugées et condam-

nées, la grande majorité dans des comparutions immédiates. Sur ce nombre, environ 800 ont été condamnés à des peines de prison ferme. D'autre part, des milliers de manifestants ont été blessés dans l'assaut pervers de la police, dont plus de 280 blessés à la tête, principalement par des balles en caoutchouc et des grenades policières, alors que 24 personnes ont été éborgnées et cinq ont eu la main arrachée. Naturellement, aucun policier n'a été inculpé.

Cette orgie de violence et de répression policière est une menace pour tous, et pour les droits démocratiques fondamentaux. Nous exigeons que toutes les accusations portées contre les manifestants des Gilets jaunes soient annulées, que tous les incarcérés soient libérés et que toutes les condamnations soient effacées !

jaunes n'étaient rien de moins que « le processus de lutte de classe le plus important du monde d'aujourd'hui ». Ils ont même déclaré que la France se trouvait dans une situation « pré-révolutionnaire » :

« Cette attitude absolument subversive [des Gilets jaunes] – à l'inverse de la domestication des manifestations caractéristiques des actions routinières des confédérations ou de la gauche – s'est retrouvée dans le choix de maintenir le rendez-vous du 24 novembre sur les Champs-Élysées, quand bien même la manifestation avait été interdite. Un palier est à nouveau franchi avec la 'journée révolutionnaire' du 1er décembre qui a secoué Paris et de nombreuses villes en région, au cours de laquelle l'exécutif a été totalement dépassé au niveau du maintien de l'ordre. »

– « Les Gilets jaunes et les éléments pré-révolutionnaires de la situation » 2 décembre 2018

Bien que servi à la sauce Gramsci avec une prise de « crise d'hégémonie » dessus, il est ridicule de prétendre que ces manifestations rassemblant des dizaines de milliers de manifestants principalement petits-bourgeois soient égales à ou présagent une situation révolutionnaire. La FT ne peut indiquer rien qui ressemble à la moindre graine de double pouvoir et même pas une mobilisation ouvrière massive. En réalité, ces pseudo-trotskyistes ont la même optique que la presse bourgeoise, qui voit dans des combats de rue entre manifestants et les flics et Le Fouquet's en flammes l'annonce de la fin des jours. La FT n'a pas un critère *de classe*.

Quelques jours plus tard, après le retrait de la hausse de la taxe sur les carburants par Macron, ils ont appelé « Amplifions la mobilisation pour obtenir encore plus ! » (*Révolution Permanente*, 14 décembre). Dans une situation véritablement pré-révolutionnaire, exiger simplement « plus » de concessions constituerait une trahison, quand la tâche serait de former des conseils ouvriers pour lutter pour le pouvoir. Pour sa part, l'activité du CCR sur le terrain a été plutôt banale : faire campagne pour que les syndicats soutiennent les gilets jaunes, promouvoir la fraternisation sur le terrain dans différentes villes, essayer de convaincre des groupes antiracistes à s'unir à des gilets jaunes pour protester contre la répression policière. Ce n'est pas exactement *Dix jours qui ont bouleversé le monde*.

Pendant que la FT découvrait de prétendus « éléments pré-révolutionnaires » dans la révolte des gilets jaunes, il a dû reconnaître le « caractère hétéroclite des revendications sociales et économiques portées par le mouvement. Certaines

sont clairement progressistes, à l'instar de l'augmentation du SMIC ou de l'annulation de certains impôts indirects, d'autres, en revanche, sont beaucoup plus ambiguës, comme dans le cas des demandes de baisses de 'charges' patronales. » En plein milieu de toute cette agitation « révolutionnaire », le CCR, singeant LO, a seulement exhorté l'état bourgeois à interdire les licenciements et pas d'appeler les travailleurs à occuper les usines.

Au lieu de cela, dans un article du 20 décembre sur le « référendum d'initiative citoyenne » qui enthousiasme les gilets jaunes, la FT appelle à une « transformation démocratique radicale » inspirée par la Révolution française. Ceci est ouvertement présenté à la mode menchevique comme un premier pas vers une révolution socialiste (ultérieure). En cela, ils perpétuent la tradition de leur progéniteur Nahuel Moreno qui avait rejeté (« actualisé ») le programme de transition révolutionnaire de Trotsky en faveur de revendications « démocratiques radicales ».

La Fraction « Trotskyiste » pourrait rechigner à l'appel de Moreno en faveur d'une « révolution démocratique » et de « révolutions de février partout », mais elle partage sa méthodologie « démocrate ». Et ceci dans une situation où la priorité fondamentale est de scinder le « mouvement » populiste sur les lignes de classe. En outre, une lutte pour des vrais droits démocratiques – tels que les *pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés* et pour *les fils et filles d'immigrés* – scissionnerait les gilets jaunes, avec leur composante substantielle d'électeurs et activistes racistes/nationalistes et fascistes.

La FT a tenté de camoufler son suivisme envers des petits bourgeois radicalisés par une référence à Trotsky, citant son appel de 1934 à une « assemblée unique ». Voici la version française de leur cheval de bataille, appelant aux *assemblées constituantes partout*, tout en confondant celles-ci avec l'institution des députés révocables de la Commune de Paris qui recevaient un salaire de travailleur. Tout cela est délibérément confondu, au service d'un programme opportuniste de capitulation aux illusions démocratiques des masses.

Ainsi, contrairement aux bolchéviks, qui ont réclamé une assemblée constituante pour démontrer que seul le pouvoir ouvrier pouvait résoudre les tâches démocratiques, la FT estime qu'un tel organe dans un pays semi-colonial comme le Brésil peut effectivement mettre en œuvre des mesures anti-impérialistes, une révolution agraire et même



Appel de La Vie Ouvrière pour la manifestation du 12 février 1934 contre la menace fasciste en France (en bas). Loin de préconiser la réorganisation parlementaire comme recours contre le fascisme, comme prétendent les pseudo-trotskyistes, Trotsky revendiquait le front uni ouvrier pour mobiliser les travailleurs dans une lutte qui aboutirait à la révolution socialiste.

un programme qui favorise la classe ouvrière. Et en France, un tel « slogan démocratique radical » peut être utilisé pour « se battre ensemble » avec les masses qui veulent « changer le système politique mais [qui] ne sont pas en accord avec la révolution » (« A Assembleia Constituinte dentro do programa transicional dos revolucionários » [L'assemblée constituante dans le programme de transition des révolutionnaires], *Esquerda Diário*, 16 mars 2016).

Comme nous avons souligné :

« La situation en France au milieu des années 1930 était très différente et Trotsky n'a pas appelé à une assemblée constituante, contrairement à la mythologie moréniste. Alors, que préconisait son 'Programme d'action en France' de juin 1934 ? À l'époque, réactionnaires et fascistes de droite poussaient le pays vers un régime autoritaire d'un 'État fort', reflétant une tendance générale dans toute l'Europe symbolisée par la prise du pouvoir par Hitler l'année précédente et la défaite du soulèvement des travailleurs à Vienne en février 1934 par le régime clérical-fasciste Dolfuss en Autriche. Le slogan central de Trotsky face à cette menace bonapartiste ne visait pas une assemblée constituante démocrate bourgeoise, comme le suggèrent les morénistes, mais plutôt 'À bas l'Etat autoritaire bourgeois ! Pour le pouvoir des travailleurs et des paysans !' Dans le cadre de la lutte pour une 'commune de travailleurs et de paysans', Trotsky s'est engagé à défendre la démocratie bourgeoise contre les attaques fascistes et royalistes. Dans ce contexte, il a appelé à la suppression de divers aspects antidémocratiques de la Troisième République française, dont le Sénat élu au suffrage limité, et la présidence, centre de coordina-

tion des forces militaristes et réactionnaires, et a proposé une 'assemblée unique' qui 'combinerait les pouvoirs législatif et exécutif'. »

– « Trotskyism vs. 'Constituent Assembly' Mania » [Le trotskisme contre la manie pour l'assemblée constituante], *The Internationalist* no. 27, mai-juin 2008

Pendant que la stratégie menchevique du FT ait une généalogie morénoïste, la convergence avec les entristes indéfectibles de la « Tendance marxiste internationale » social-démocrate (TMI) d'Alan Woods est remarquable. L'organisation de la TMI en France (anciennement La Riposte, lorsqu'il faisait partie du PCF, puis le Parti de gauche de Mélenchon) a également passé une grande partie de novembre-décembre à courir « à bout de souffle » après une « révolution » imaginaire en France. Cela correspond à la propension de Woods à découvrir des situations révolutionnaires quelque part sur la planète, au moins une fois et souvent deux fois par an.

Au sujet des gilets jaunes, la TMI a écrit : « un mouvement de cette nature est caractéristique du début d'une révolution » (*Révolution*, 20 novembre 2018). Quelques semaines plus tard, nous lisons que la France est « au seuil d'une crise révolutionnaire » (*Révolution*, 7 décembre 2018). Mais dans cette situation révolutionnaire imaginaire, quelles sont leurs revendications ? La TMI appelle les « Gilets jaunes et les syndicats » à revendiquer « Taxer les riches, pas les pauvres ! » et « Augmenter les salaires et les retraites ! Pour des élections législatives anticipées ! » (*Révolution*, 23 novembre 2018). Pas vraiment un appel à l'action révolutionnaire, n'est-ce pas ?

Comme c'est presque toujours le cas lorsque les opportunistes trotskysants se trouvent à la traîne des forces non-prolétariennes, ils font appel aux remarques de Lénine en 1916 sur l'insurrection de Pâques à Dublin : « Quiconque attend une révolution sociale 'pure' ne vivra jamais assez longtemps pour la voir ». Ces paroles ont été cités à la fois par la Fraction Trotskyiste et par la TMI en référence aux gilets jaunes, et presque simultanément. Mais voyons ce que Lénine a vraiment dit :

« La révolution socialiste en Europe ne peut pas être autre chose que l'explosion de la lutte de masse des opprimés et mécontents de toute espèce. Des éléments de la petite bourgeoisie et des ouvriers arriérés y participeront inévitablement – sans cette participation, la lutte de masse n'est pas possible, aucune révolution n'est possible – et, tout aussi inévitablement, ils apporteront au mouvement leurs préjugés, leurs fantaisies réactionnaires, leurs faiblesses et leurs erreurs. Mais, objectivement, ils s'attaqueront au capital, et l'avant-garde consciente de la révolution, le prolétariat avancé, qui exprimera cette vérité objective d'une lutte de masse disparate, discordante, bigarrée, à première vue sans unité, pourra l'unir et l'orienter, conquérir le pouvoir, s'emparer des banques, exproprier les trusts haïs de tous (bien que pour des raisons différentes !) et réaliser d'autres mesures dictatoriales dont l'ensemble aura pour résultat le renversement de la bourgeoisie et la victoire du socialisme, laquelle ne 's'épurera' pas d'emblée, tant s'en faut, des scories petites-bourgeoises. »

– « Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes »

L'appel de clairon bolchevique de Lénine à forger une direction prolétarienne visant au renversement et à

l'expropriation de la bourgeoisie est un reproche mordant aux mencheviks électoralistes de la prétendue « Fraction trotskyste » et de la « Tendances marxiste internationale ». Pendant que ces deux se retrouvent à la remorque aux gilets jaunes, les léninistes cherchent à scissionner ce mouvement

amorphe au travers les lignes de classe, alignant les masses laborieuses d'entre eux à un mouvement ouvrier qui lutte pour la conquête du pouvoir, et à gagner les meilleurs éléments au trotskysme, le marxisme révolutionnaire de notre époque. ■

La Ligue communiste internationale contre l'asile des réfugiés au Québec

Le Québec est maintenant gouverné par les nationalistes de droite de la Coalition Avenir Québec (CAQ), dirigés par le premier ministre François Legault, qui a annoncé son intention de réduire l'immigration de 20% cette année par un moyen ou un autre. Le Canada a actuellement suspendu l'expulsion des réfugiés syriens et haïtiens – une manœuvre diplomatique de ce pouvoir impérialiste mineur plutôt qu'un acte véritablement humanitaire. Mais cela a provoqué la colère de la CAQ – le Québec a un droit de veto sur l'immigration globale, mais pas sur l'entrée de réfugiés. En janvier, Legault a demandé à Trudeau de payer plus de 300 millions de dollars pour couvrir les coûts des demandeurs d'asile, et s'était déjà plaint du fait que la frontière était une « passoire ». En d'autres termes, il ne veut pas de réfugiés, francophones ou non.

Mais selon la *République ouvrière* (n° 3, hiver/printemps 2019), journal de la « Ligue trotskyste » au Québec et au Canada de la Ligue communiste internationaliste centriste, « Les mesures anti-immigrants de Legault, dont la récente annulation de 18 000 dossiers d'immigration, font partie intégrante des attaques racistes qu'il mène pour diviser les travailleurs : un poison qui doit être combattu dans la classe ouvrière. Reste que la lutte pour que le Québec ait son État indépendant ne peut être dissociée de la lutte pour contrôler ses frontières. Les revendications menées en ce moment par Legault pour rapatrier au Québec les compétences du fédéral sur l'immigration sont donc, de ce point de vue, légitimes. »

Donc la LCI appuie ouvertement le « droit », qualifié de « légitime », d'un gouvernement bourgeois de refouler les réfugiés afin de contrôler des frontières d'un état indépendant, lequel, d'ailleurs, n'existe pas ! Puisque la CAQ n'est pas (ou n'est plus) pour la séparation, la demande de Legault n'est en fait pas une préparation à un Québec indépendant. Même s'il en était ainsi, les marxistes authentiques n'assument aucune responsabilité quant à l'organisation de l'appareil répressif de la bourgeoisie lorsqu'ils soutiennent l'appel à l'indépendance. La LCI, par contre, soutient tout simplement la « construction de la nation » québécoise. C'est une trahison aux principes internationalistes du communisme !

Bien que la LCI fulminera contre l'Union européenne, son journal américain, *Workers Vanguard* (n° 1077, du 30 octobre 2015) avait proclamé: « Les marxistes ne prennent pas position sur le 'partage du fardeau' des réfugiés entre les gouvernements capitalistes ». C'est à ce moment-là qu'ils justifiaient pourquoi ils ne s'opposaient pas à Dublin III, qui exige que les réfugiés demandeurs d'asile soient traités dans le premier pays de l'UE où ils entrent. Cette règle « administrative » est en fait une mesure d'expulsion de réfugiés, qui stipule que ceux qui se rendent en Europe du Nord soient « transférés » vers la Grèce ou l'Italie pour être emprisonné avant d'être déporté. **Les marxistes révolutionnaires authentiques doivent clairement**

s'opposer à Dublin III, tout comme nous nous opposons aux déportations d'immigrés et de réfugiés en général.

Ayant omis de procéder à un tel examen des racines de sa trahison sur Haïti, où elle a soutenu l'invasion des troupes impérialistes américaines et occupation de la république noire pour imposer l'« ordre » après le dévastateur tremblement de terre en 2010, la LCI a été condamnée à la répéter. C'est ça qu'elle fait actuellement, en s'alignant avec les éléments les plus rétrogrades de la bourgeoisie, y compris les fascistes et les racistes, tout en hyperventilant autour les dangers des « frontières ouvertes » et de la « migration de masse illimitée ». Cauchemar qu'elle partage avec les Trump et Legault du monde. ■

Ligue pour la Quatrième Internationale

LFI, Box 3321, Church Street Station, New York, NY 10008, U.S.A. E-mail: internationalistgroup@msn.com

Liga Quarta-Internacionalista do Brasil

Brésil: adresser correspondance à Caixa Postal 084027, CEP 27251-740, Volta Redonda, RJ, Brésil

Rio de Janeiro: adresser correspondance à Caixa Postal 3982, CEP 20001-974, Rio de Janeiro, RJ, Brésil
E-mail: lqb1996@yahoo.com.br

Internationalistische Gruppe/Deutschland

Allemagne: adresser correspondance à Postfach 80 97 21, 21007 Hamburg, Allemagne
E-mail: permanenterevolution@posteo.de

Nucleo Internazionalista d'Italia

Italie: adresser correspondance à Anna Chiaraluce, Casella Postale N. 6, 06070 Ellera Umbra (PG), Italy
E-mail: it_internazionalista@yahoo.com

Grupo Internacionalista/México

Mexique: adresser correspondance à Apdo. Postal 70-379, Admón. de Correos No. 70, CP 04511, Mexico, D.F., Mexique
E-mail: grupointernacionalista@yahoo.com.mx
Tel. Mexico: (+52-55) 3154-7361; Guadalajara: (+52-55) 33-1752-6643; Oaxaca: (+52-55) 951-185-6816

Internationalist Group/U.S.

Internationalist Group, Box 3321, Church Street Station, New York, NY 10008, États-Unis
Tel. (+1-212) 460-0983 Fax: (+1-212) 614-8711
E-mail: internationalistgroup@msn.com
New York Tel. (+1-212) 460-0983
Nouvelle Angleterre Tel. (+1-617) 213-5010
Los Angeles Tel. (+1-323) 984-8590
Nord-Ouest Pacifique Tel. (+1-503) 303-8278

Il faut s'unir aux travailleurs dominicains et américains pour vaincre l'assaut impérialiste !

Révolte en Haïti contre l'austérité dictée par le FMI

AOÛT 2018 – À 16 heures, le vendredi 6 juillet, alors que les Haïtiens regardaient la Coupe du monde de football à la télé, le gouvernement droitier du premier ministre, Jack Guy Lafontant, a annoncé qu'il avait décrété, dès le lendemain, augmenter le prix de l'essence de 38%, du carburant diesel de 47% et du kérosène de 51%. Le kérosène est utilisé pour l'éclairage et la cuisine par les pauvres d'Haïti, dont la plupart n'ont pas accès à l'électricité. Une telle hausse massive des prix entraînerait une augmentation immense du coût de la vie partout dans le monde, mais en Haïti, un pays profondément appauvri, qui souffre de sous-alimentation généralisée, cette catastrophe constitue un désastre pour plusieurs millions de personnes réussissant à peine à survivre. Et il a été commandé directement à Washington, où le président américain, un raciste virulent, a déclaré qu'Haïti était un « pays de merde ».

À la surprise de personne – à part le gouvernement haïtien et ses seigneurs impérialistes aux États-Unis – le pays a explosé en signe de protestation. Deux jours de barricades enflammées ont secoué la classe dirigeante minuscule alors que des foules en colère assiégeaient des hôtels de luxe, incendiaient des voitures, des stations-service et des banques, ainsi que la chaîne de supermarchés appartenant à la famille la plus riche d'Haïti. Certains des riches ont été évacués des toits de leurs maisons par hélicoptère. En moins de 24 heures, dans l'après-midi du 7 juillet, Lafontant a annoncé la « suspension » de la hausse du prix du carburant « jusqu'à nouvel ordre », ce qui fut ultérieurement confirmée par le président Jovenel Moïse. Mais cela n'a pas arrêté le soulèvement populaire, puisqu'une grève générale a mis fin aux transports dans tout le pays. C'était le plus grand soulèvement en Haïti depuis des années.

La hausse des prix du carburant a été dictée par le Fonds monétaire international (FMI), l'entente des banquiers internationaux, dans le cadre d'un accord conclu en février avec le gouvernement haïtien pour un « programme surveillé par son personnel ». En échange de promesses de 96 millions de dollars sous forme de prêts, le FMI a exigé des réductions des « subventions » sur le carburant et l'électricité, ainsi que la poursuite de la privatisation de L'Électricité d'Haïti. Ce sont les mêmes politiques d'austérité brutales que le FMI et d'autres institutions impérialistes telles que la Banque mondiale et la Banque centrale européenne ont régulièrement imposées à des pays en difficulté économique,



Des barricades érigées dans les rue de la capitale haïtienne, Port-au-Prince, le 7 juillet pendant la rébellion contra la hausse des prix du carburant ordonnée par les agences imperialistes.

de l'Amérique latine à la Grèce.

Le cynisme de l'opération était extraordinaire. En guise de préparation, au coût de millions de dollars, le gouvernement a distribué 3 000 téléviseurs grands écrans coûteux à chaque sénateur et député (à peu près 20 téléviseurs chacun), de telle sorte que dans chaque ville et village la population pourrait regarder la Coupe du monde. Le gouvernement Moïse / Lafontant a estimé que, si tout le monde en Haïti soutenait le Brésil – le dynamo du football mondial – face à la minuscule Belgique, ils ne prêteraient pas attention à la hausse du prix du carburant dans l'euphorie qui suivrait la victoire prévisible du Brésil. Mais à la surprise générale, le Brésil a perdu. Grosse erreur de calcul.

Quelques minutes seulement après la défaite du Brésil, des Haïtiens enragés sont descendus dans les rues en signe de protestation. Des foules massives se sont déchaînées dans la capitale, Port-au-Prince, et se sont étendues aux villes des Cayes, du Cap-Haïtien, de Jérémie et de Petit-Goâve. Des barricades de pneus en feu et de véhicules sur les routes ont bloqué le transport. La police a reçu l'ordre de réprimer le soulèvement mais, submergés par l'ampleur et la combativité des manifestations, ils se sont retirés, laissant la foule maître des rues. Les services téléphoniques et Internet internationaux ont été interrompus et tous les vols entrant et sortant de l'aéroport international Toussaint Louverture ont été annulés. Un petit contingent de Marines est arrivé pour monter la garde à l'ambassade des États-Unis. Plusieurs personnes ont été tuées et dans les prochains jours, plus de 100 personnes ont été arrêtées.

Alors que la rébellion se poursuivait le lendemain et

que le gouvernement se retirait, les manifestants en réclamaient davantage. Un comité de coordination composé de syndicats du transport et d'organisations sociales a appelé à une grève générale le 9 et le 10 juillet. Les revendications de la grève comprenaient : la suspension permanente de la hausse du prix du carburant ; réintégration des travailleurs licenciés d'entreprises d'état ; l'arrestation de fonctionnaires corrompus impliqués dans le vol de fonds du programme Petrocaribe, au moyen duquel le Venezuela a fourni du pétrole aux pays des Caraïbes à des conditions favorables ; et le renvoi de Lafontant et de Moïse. Les manifestants ont défilé devant le parlement, où la police a barré la route.

Au même temps, le Forum économique du secteur privé, représentant les capitalistes haïtiens, a dénoncé la « barbarie » des masses en révolte, tout en appelant à la démission du premier ministre. La législature haïtienne, dans l'espoir de démobiliser les manifestations et de rétablir l'ordre bourgeois, s'est préparée à renverser Lafontant par un vote de censure. Le « Core group » d'ambassadeurs américain, canadien et européens a exigé que les Haïtiens « respectent l'ordre constitutionnel » – c'est-à-dire que le Premier ministre peut partir, mais le président doit rester. Enfin, au beau milieu d'un débat législatif animé le 14 juillet, Lafontant a soudainement annoncé qu'il avait déjà démissionné.

Mais rien n'a changé pour rétablir la stabilité. Même après la révolte, le FMI insiste pour que cessent les « subventions aux carburants », mis en œuvre plus progressivement. *Pourtant, les prix du carburant en Haïti ne sont pas subventionnés.* Même au prix moyen actuel d'environ 70 dollars le baril de pétrole brut (contre 43 dollars l'an dernier), les coûts de production, de raffinage et de distribution de l'essence son autour des 2,50 dollars le gallon. Le prix actuel par gallon par utilisateur en Haïti est de 3,45 USD (contre 2,99 USD aux États-Unis). Avec l'ajustement ordonné par le FMI, ce montant aurait grimpé à 4,75 dollars le gallon dans un pays où le salaire minimum maximum est de 5,15 dollars *par jour* et la moitié de la population vit avec moins de 2,40 dollars par jour.¹

Imaginez que vous payiez presque *une journée de salaire* pour un gallon d'essence ou de kérosène pour la cuisine et l'allumage ! La hausse des prix du carburant augmenterait également les tarifs des transports tap-tap. Le *Miami Herald* (13 juillet) a calculé : « Une travailleuse domestique avec deux enfants, par exemple, qui gagne le salaire minimum journalier de 4,39 dollars et vit à Pétionville, dépenserait près de la moitié de son salaire journalier simplement pour transporter les enfants à l'école et de retour à la maison pour un coût de 1,82 dollars. » Pour régler ce problème, les génies du FMI ont appelé à des « mécanismes compensatoires », tels que des bons de transport pour les pauvres. Mais Haïti n'a pas d'appareil pour distribuer de tels bons (qui, bien sûr, seraient bientôt contrefaits), ni pour forcer les opérateurs de bus à les accepter, ce qu'ils ne feraient pas.

Les dictateurs financiers du FMI imposent ainsi une taxe supplémentaire de 85 gourdes (la monnaie d'Haïti), soit l'équivalent de 1 € (euro) ou 1,30 USD par gallon d'essence afin d'augmenter les recettes de l'état de 160 USD million. C'est presque exactement la taille de son déficit budgétaire. D'autres mesures auraient pu être prises à la

place. Un article fait par le Haiti Relief and Reconstruction Watch [Moniteur de l'aide et de la reconstruction en Haïti] du Center for Economic and Policy Research [Centre de recherche économique et politique] à Washington, remarquait : « Par exemple, l'année dernière, Haïti avait perdu à peu près le même montant d'argent grâce aux exonérations fiscales accordées aux zones de libre-échange, aux entreprises, aux ONG et aux missions diplomatiques. »² Il s'agit d'une attaque délibérée et massive contre le niveau de vie des pauvres et des travailleurs.

Et l'augmentation des recettes publiques ne financera sûrement pas « les investissements publics qui font cruellement défaut et un meilleur filet de sécurité sociale », qu'un porte-parole du FMI avait réclamé. Selon une enquête parlementaire menée en novembre dernier, le montant d'environ \$ 3,8 milliards que du programme Petrocaribe, prêté par la compagnie pétrolière nationale du Venezuela et destiné à l'infrastructure et à d'autres projets de développement, avait été détourné par des hommes politiques et fonctionnaires haïtiens aussi bien que des entrepreneurs escrocs. Parmi les accusés figurent deux anciens premiers ministres. Une telle corruption est habituelle parmi les maîtres d'Haïti, mais surtout depuis le soulèvement de juillet contre la hausse des prix du carburant, une campagne anti-corruption intitulée #petrocaribechallenge a décollé.

Déjà avant la révolte actuelle, Haïti bouillonnait de protestations contre la hausse des prix de la nourriture et du transport et pour l'augmentation des salaires. Comme le rapportait Kim Ives dans *Haïti Liberté* (11 juillet), le mot d'ordre de la révolte chez Kreyòl était « nou bouke », ce qui veut dire « nous en avons marre ». L'année dernière, des syndicats de travailleurs de l'industrie du vêtement ont mené des grèves combattives revendiquant plus du double du salaire minimum.³ En Haïti, le salaire minimum est fixé à différents niveaux pour différents types de travailleurs – le taux le plus élevé est de 350 gourdes (5,15 USD) par jour, soit un peu plus de 50 cents par heure pour une journée de dix heures. En 2009, Hillary Clinton, secrétaire d'État d'Obama, est directement intervenue pour bloquer l'augmentation proposée du salaire minimum en Haïti.⁴

Les augmentations de salaire ont été combattues par le président Moïse, fantoche de l'impérialisme américain. Propriétaire de bananeraie, Moïse a été élu lors d'une farce électorale de 2016 (financée par l'administration Obama), dans laquelle moins d'un sur cinq haïtiens ont voté, après que les élections de 2015 ont été annulées en raison d'une fraude massive. Moïse était le candidat du Parti Haïtien Tèt Kale (PHTK) et le successeur trié sur le volet du chanteur pop Michel « Sweet Micky » Martelly. Dans sa jeunesse, celui-ci était un partisan de la dictature sanglante des Duvalier soutenue par les États-Unis (1957-1986), puis a continué à entretenir des liens avec les conspirateurs duvaliéristes.⁵ Martelly a été élu à la présidence en 2011 après l'interven-

² Jake Johnston, « Own Goal: Fuel Price Increase Generates Crisis in Haiti », CEPR, 11 juillet 2018.

³ Voir « Haitian Workers Brave Repression in Fight Against Starvation Wages », *The Internationalist* n° 48, mai-juin 2017.

⁴ Voir « Haiti: Battle Over Starvation Wages and Neocolonial Occupation », *The Internationalist* n° 30, novembre-décembre 2009.

⁵ Y compris Michel François, également connu sous le nom de « Sweet Micky », le feu colonel de l'armée haïtienne, chef de la police nationale et pilier des putschs de 1991 et 2004.

¹ Par contre, au Venezuela, où il existe une énorme subvention sur le carburant, le prix de l'essence à la pompe est d'environ 0,12 USD par gallon.

tion de la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton pour changer les résultats des élections. Clinton a menacé que, si Martelly n'était pas inscrite au deuxième tour, les États-Unis retiendraient des fonds de secours – à la suite du tremblement de terre dévastateur de 2010 !

Martelly a remboursé les Clinton (Bill a été désigné comme *gouverneur* colonial d'Haïti par l'Organisation des Nations Unies en 2009) en défendant les intérêts des investisseurs étrangers et de l'occupation militaire impérialiste. En 2012, Martelly et les Clinton ont organisé une cérémonie fastueuse pour célébrer leur « grande réussite » : l'ouverture du parc industriel de Caracol, qui abrite des ateliers de misère du textile et qui a été construit grâce à des fonds détournés pour l'aide aux victimes du séisme. Au cours de la campagne pour l'élection présidentielle de 2016, Donald Trump a déclaré avec précision : « Hillary Clinton a mis de côté les règles environnementales et du travail pour aider une entreprise sud-coréenne ayant violé les droits des travailleurs à mettre en place un véritable atelier de misère en Haïti. »⁶

L'une des raisons pour lesquelles les manifestants ont pu dominer les rues d'Haïti pendant quatre jours est que les troupes de la MINUSTAH des Nations Unies ont été retirées en octobre dernier. Les 13 années d'occupation militaire (2004-17) par les « casques bleus » de l'ONU, qui agissaient comme des mercenaires des États-Unis sous le commandement brésilien, étaient notoires non seulement pour la répression des luttes populaires, mais également pour les agressions sexuelles contre des femmes et des hommes haïtiens. Au milieu de la dévastation provoquée par le séisme de 2010, les troupes des Nations Unies ont introduit le choléra en Haïti, l'épidémie la plus meurtrière de l'histoire récente, une tragédie qui a tué près de 10 000 Haïtiens et en a rendu malade plus de 800 000. Reconnaisant enfin ses responsabilités en 2016, l'ONU n'a fourni pratiquement aucune indemnisation à ses victimes.

Aujourd'hui, la MINUSTAH a été remplacée par MINUJUSTH, qui a fait venir des centaines de policiers pour renforcer la Police nationale haïtienne. Au même temps, un mois après le départ des troupes américaines, le président Moïse a reconstitué les Forces armées haïtiennes (FADH). À la mi-mars, les noms du haut commandement de l'armée ont été annoncés. Tous étaient d'anciens officiers du FADH avant sa dissolution en 1995 (par les forces d'occupation américaines). Sur les six, trois étaient des membres éminents de la junte militaire du début des années 1990, l'un était le cerveau du fameux massacre de Raboteau en 1994 et un cinquième a contribué à le dissimuler.⁷ Après le soulèvement de juillet, les commandants de l'armée et de la police ont rencontré le président afin de planifier la répression de la prochaine révolte.

Les États-Unis eux-mêmes ont envoyé des troupes en Haïti à plusieurs reprises depuis 1891, y compris l'occu-

⁶ Cité par Johnathan Katz, « The Clintons Didn't Screw Up Haiti Alone. You Helped, » [Les Clinton n'ont pas ruiné Haïti seul. Vous avez aidé] Slate, 22 septembre 2016. Bien entendu, les vêtements et les chaussures d'Ivanka Trump sont fabriqués dans des ateliers de misère (détenus par des Américains) en Chine, où les inspecteurs ont constaté de nombreuses violations des normes internationales du travail.

⁷ Jake Johnston, « Meet the New Haitian Military – It's Starting to Look a Lot Like the Old One, » [Voilà les nouveaux militaires haïtiens – ils ressemblent beaucoup aux anciens] CEPR, 16 mars 2018.

tion de 1915-1934 et l'invasion de 1994 ordonnée par le gouvernement Clinton afin de réinstaller l'ancien prêtre Jean-Bertrand Aristide à la présidence, après qu'Aristide eut accepté de renoncer à son programme populiste. en faveur des « réformes structurelles » approuvées par les États-Unis. Son parti Fanmi Lavalas conserve certaines nuances populistes, mais il représente un secteur de la bourgeoisie, y compris Aristide. La « gauche » petit-bourgeoise en Haïti et aux États-Unis a été à la remorque d'Aristide pendant des décennies. Après le séisme de janvier 2010, l'administration Obama a de nouveau envoyé des troupes s'emparer d'Haïti tout en bloquant les réfugiés haïtiens en mer, avec Bill Clinton comme plénipotentiaire américain et gouverneur de facto.⁸

Le soulèvement de juillet a permis d'éviter l'imposition de la hausse du prix du carburant dictée par le FMI... pour le moment. Mais étant donné le puissant ensemble de forces décidées à maintenir Haïti sous l'impulsion impérialiste, les masses haïtiennes ne peuvent gagner seules. Ils ne sont pas les seuls à connaître les déprédations du capitalisme en décomposition et ses politiques « néolibérales », des traités de « libre échange », de la privatisation et de destruction des gains sociaux et du travail. En janvier 2017, les camionneurs mexicains ont lutté contre les hausses du prix du carburant imposées dans le cadre d'une « réforme énergétique » ordonnée par l'impérialisme.⁹ En mai dernier, les camionneurs au Brésil se sont révoltés contre la tentative du gouvernement non élu de relever les prix du carburant diesel au niveau international.¹⁰ Dans les deux cas, le gouvernement a reculé temporairement.

Si, comme le Grupo Internacionalista du Mexique et la Liga Quarta-Internacionalista do Brasil (sections de la Ligue pour la Quatrième Internationale) avaient proposé, un puissant mouvement ouvrier indépendant aurait pris la direction de ces manifestations en grande partie petites-bourgeoises, cela aurait conduit à une lourde défaite des privatiseurs soutenus par l'impérialisme. Ce qui, à son tour, aurait pu déclencher une contre-offensive prolétarienne contre les privatiseurs et pilleurs par impôt à Washington (FMI, BID [Banque interaméricaine de développement], BIRD [Banque internationale pour la

⁸ Honteusement, les ex-trotskystes de la Spartacist League et sa Ligue communiste internationale (SL / ICL) ont *salué* l'invasion américaine comme une aide humanitaire. Après trois mois de défense vocale de ce soutien grotesque à l'impérialisme et de dénonciation du Internationalist Group et de la Ligue pour la Quatrième Internationale pour notre revendication léniniste de sortie des occupants yankees, les centristes de la SL / ICL ont fait volte-face et ont approuvé notre caractérisation de leur ligne comme *une trahison social-impérialiste*. Voir « Spartacist League Backs U.S. Imperialist Invasion of Haiti » [La Spartacist League soutient l'invasion d'Haïti par les impérialistes américains] (janvier 2010), « SL Twists and Turns on Haiti » [La SL se tourdille au sujet d'Haïti] (avril 2010) et « Repentant Social Imperialists: Open Letter from the Internationalist Group to the Spartacist League and ICL » [Social-impérialistes repentis: Lettre ouverte du Internationalist Group à la Spartacist League et ICL] (mai 2010) dans *The Internationalist* n° 31, été 2010.

⁹ Voir « For Workers Mobilization to Smash the Gasolinazo ! » [Mobilisez les travailleurs pour briser le gasolinazo !], *The Internationalist* n° 46, janvier-février 2017.

¹⁰ Voir « Brazil Truckers Strike: Oil Workers Should Take the Lead to Ensure Proletarian Leadership », dans *The Internationalist* n° 52, mai-juin 2018.

reconstruction et le développement], Banque mondiale) et à Wall Street. Construire une opposition prolétarienne dans les principaux pays industrialisés est la meilleure façon d'empêcher les économistes impérialistes arrogants d'entreprendre leur politique d'« accablage des pauvres » en Haïti. Mais une telle lutte de *classe* exige une direction *internationaliste révolutionnaire*.

Cela devrait commencer par s'unir aux travailleurs voisins en République dominicaine, où de nombreuses grèves (sans succès) ont eu lieu contre la hausse du prix de l'essence et où le prix de l'essence à la pompe est actuellement d'environ 4,80 USD le gallon. Haïti – la patrie de la seule révolution d'esclaves ayant réussi dans l'histoire, renversant la domination française à la fin du XVIIIe siècle – partage l'île de Quisqueya (Hispaniola) avec la République Dominicaine. Les deux comptent environ 10 millions d'habitants chacun, tous deux plongés dans la pauvreté (Haïti bien plus) et ont été occupés à plusieurs reprises par les impérialistes yankees. Mais pour que les travailleurs dominicains et haïtiens s'unissent, il faut une lutte frontale contre le racisme anti-haïtien virulent qui empoisonne la politique dominicaine depuis des années.

À l'initiative des États-Unis, qui ont amené des Haïtiens en République dominicaine à travailler dans les plantations de canne à sucre dans les années 1920, alors que les deux pays étaient occupés par des forces expéditionnaires américaines, les immigrés haïtiens et les descendants d'immigrés représentent jusqu'à un million de personnes, soit un dixième de la population dominicaine. En 2015, le gouvernement dominicain a lancé un programme d'expulsion et promulgué une loi sur la nationalité raciste qui privait les centaines de milliers d'Haïtiens de la citoyenneté. Au cours des six premiers mois de cette année seulement, 70 000 000 Haïtiens ont été déportés de la République dominicaine. En 2015, la Ligue pour la Quatrième Internationale a organisé une manifestation d'urgence et fait campagne pour que les travailleurs haïtiens et dominicains se solidarisent contre les expulsions massives.¹¹

Avant tout, il est nécessaire de mener la lutte contre l'impérialisme aux États-Unis, où se trouvent des centaines de milliers d'immigrants dominicains et haïtiens. En fait, en 2017, la diaspora haïtienne a renvoyé 2,4 milliards de dollars américains sur l'île, ce qui en fait la plus grande source de revenus d'Haïti. En novembre dernier, l'administration américaine Trump a annoncé qu'elle allait priver les réfugiés haïtiens (et les réfugiés d'Amérique centrale et du Soudan) du statut de protection temporaire, forçant des dizaines de milliers d'Haïtiens aux États-Unis à craindre d'être saisis par les services de l'immigration.¹² La politique de Trump fait suite à la politique d'Obama en 2016 consistant à arrêter les réfugiés haïtiens, venus du Brésil à travers neuf pays à la frontière mexicaine, pour les rapatrier par avion vers Haïti. À l'époque, le LQI avait organisé des manifestations au Brésil, au Mexique

¹¹ Voir « Arrêtons l'expulsion des Haïtiens de la République dominicaine ! » *L'Internationaliste* supplément, juin 2015. Aussi « New York Protest Against Persecution of Haitian Workers in the Dominican Republic » (août 2008) dans *The Internationalist* n° 28, mars-avril 2009.

¹² Voir « Let Haitians Stay! Full Citizenship Rights for All Immigrants ! » [Laissez les haïtiens rester ! Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés !] *The Internationalist*, janvier 2018.



Manifestation initiée par l'Internationalist Group pour protester contre l'invasion US à Haïti en 2010. « Arrêtez de bloquer les réfugiés haïtiens ! Laissez les entrer maintenant ! Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrants ! »

et aux États-Unis.¹³

Aujourd'hui, la majorité et l'opposition de droite au sein de la législature haïtienne n'ont pas encore approuvé le candidat de Moïse au poste de premier ministre (Jean-Henry Céant, ancien politicien aristidiste).¹⁴ Les bonzes au FMI attendent la prochaine occasion pour frapper. À la suite de la révolte de juillet 2018, même les populistes de gauche soulignent l'absence et le besoin urgent « d'organisations de classe importantes » et d'un « parti d'avant-garde » pour réaliser le potentiel d'une « percée insurrectionnelle populaire » (*Haïti Liberté*, 29 août 2018). Mais un parti pour mener une lutte prolétarienne pour les gouvernements ouvriers et paysans en Haïti et la République dominicaine, ainsi que pour une fédération socialiste des Caraïbes, doit être construit au *niveau international*. Comme nous l'avons écrit lors de la grève des travailleurs du textile de 2017 (*The Internationalist* n° 48, mai-juin 2017) :

« Face au colosse de l'impérialisme yankee, que la lutte immédiate porte sur les salaires de famine, les lois sur l'immigration raciste ou la répression par les occupants impérialistes, les travailleurs et les pauvres haïtiens ne doivent pas rester seuls. Le petit prolétariat haïtien doit rejoindre les travailleurs de l'autre côté de la frontière en République Dominicaine et à l'intérieur des États-Unis pour mener une lutte de classe commune. Comme l'explique le bolchevik russe Léon Trotsky dans sa théorie et son programme de *révolution permanente*, à cette époque de capitalisme en déclin, même pour arracher des acquis démocratiques fondamentaux, il est nécessaire que la classe ouvrière prenne le pouvoir et répande la révolution socialiste aux centres impérialistes. À chaque tour, la clé est de forger une direction *prolétarienne, internationaliste et révolutionnaire*. » ■

¹³ Voir « Stop Exclusion of Haitians ! Stop All Deportations ! Occupation Troops Out of Haiti ! » [Halte à l'exclusion des Haïtiens ! Arrêtez toutes les déportations ! Les troupes d'occupation hors d'Haïti !] *The Internationalist* n° 45, septembre-octobre 2016.

¹⁴ Céant fut confirmé comme premier ministre à mi-septembre 2018 et relevé de ses fonctions en mars 2019, suite à une nouvelle vague de manifestations contre la corruption du gouvernement de Jovenel Moïse.

Algérie...

vient de la page 20

capital, ils ciblent des faux ennemis, que ce soit les banques ou les immigrés.

En Algérie, l'impulsion immédiate des manifs a été donnée par la décision du président Bouteflika de briguer un cinquième mandat. Depuis que « Boutef » n'a presque jamais été vu en public ni entendu parler depuis un accident vasculaire cérébral survenu en 2013 (ce qui n'empêchait nullement son quatrième mandat !), on écoutait la plaisanterie amère que les Algériens étaient gouvernés par [une photo dans] un cadre. Bien sûr, tout le monde savait que pour étayer cette momie invisible et muette il y avait tout un clan corrompu. Pourtant, pour se débarrasser de ces parasites, il faut beaucoup plus que mobilisations bon enfant hebdomadaires.

La colère refoulée contre *la hogra* – le mépris arrogant de la classe dirigeante pour la population qu'elle dit représenter – a finalement éclaté au niveau national. Dans le même temps, hanté par les quelques 150 000 morts de la guerre civile entre les réactionnaires islamiques et l'armée meurtrière qui durait de 1991 à 1999, et conscient du fait que cette armée se tient fermement derrière les « décideurs » (les réseaux de bureaucrates et hommes d'affaires profitant de la misère de l'Algérie), les manifestants ont souligné à plusieurs reprises le caractère pacifique de leurs manifestations.

Les aspirations des masses à un régime honnête et véritablement démocratique reposent donc en fin de compte sur la bonne volonté d'au moins une partie des forces armées. Le général Ahmed Gaïd Salah, chef d'état-major de l'ANP, a ordonné l'arrestation de plusieurs figures importantes de l'entourage de Bouteflika. Cependant l'armée joue au chat et à la souris avec les manifestations et peut à tout moment recourir à une répression massive si les manifestants continuent de contester les projets de transition des militaires. La tâche stratégique ainsi posée est de savoir comment transformer ce soulèvement populaire naissant en une révolution ouvrière.

Les exemples de la Tunisie et de l'Égypte montrent que les changements politiques cosmétiques sont une impasse dangereuse. Nous avons alors demandé « Qu'est-il advenu du 'printemps arabe' ? » Notre réponse:

« Les revendications démocratiques peuvent mobiliser des millions de personnes pour renverser le régime militaire / policier bonapartiste. Mais en cette ère de déclin capitaliste, alors que les dirigeants impérialistes détruisent systématiquement les acquis démocratiques du passé, des droits syndicaux à l'éducation publique, ils ne toléreront ni ne pourront tolérer une démocratie bourgeoise même limitée pour ceux qui travaillent dans les ateliers du capitalisme 'globalisé'.... Si une dictature semi-coloniale est renversée, elle sera remplacée par un autre régime antidémocratique légèrement reformulé tant que la classe dirigeante bourgeoise, faible et tributaire de l'impérialisme, reste au pouvoir ».

—« Tempête sur le Moyen-Orient » (en anglais), numéro spécial de *The Internationalist*, été 2012

Et ensuite ?

Le mouvement populaire étant organisé sur un rythme hebdomadaire, à l'instar des « gilets jaunes » en France, les manipulateurs et gestionnaires du régime Bouteflika ont tout d'abord emprunté à la politique d'endiguement du président

français Macron: à la mi-mars, on a annoncé qu'il ne se présenterait pas aux élections et démissionnerait finalement après avoir « consulté » la population sur les changements futurs. Cela n'a impressionné personne.

Fin mars, le général Gaïd Salah, a été obligé d'intervenir. Il proposait que le Conseil constitutionnel déclare Bouteflika inapte à exercer ses fonctions, comme prévu à l'article 102 de la Constitution algérienne. Le président de la chambre haute du Parlement, Abdelkader Bensalah, serait alors président par intérim. Mais Bensalah est un larbin connu de la bande de Bouteflika, et cela n'a réduit en rien la taille des manifestations.

Gaïd Salah a répété sa « suggestion » le 30 mars, ajoutant cette fois que toute tentative de « porter atteinte » l'armée serait une « ligne rouge » à ne pas franchir. Le 2 avril, Bouteflika a finalement démissionné. Salah, lui-même un ancien protégé de Bouteflika, a commencé à purger les agences de la police secrète des sympathisants de Bouteflika et à la ramener sous le contrôle direct de l'armée, afin de faire ainsi l'appareil répressif plus efficace.

Certains manifestants ont opposé l'article 7 constitutionnel, selon lequel « le peuple est la source de tout pouvoir », aux dispositions de l'article 102, mais il ne s'agit en réalité que d'une rhétorique abstraite. Un autre appel a été lancé pour purger les fameux trois « B » – Bensalah, Tayeb Belaïz (président du Conseil constitutionnel) et Noureddine Bedoui (chef du gouvernement intérimaire). Belaïz a maintenant démissionné et les ministres de ce « gouvernement » rencontrent l'hostilité où qu'ils aillent, mais expulser les hommes politiques corrompus un par un serait un processus sans fin.

Les élections présidentielles sont maintenant prévues pour juillet et, bien que la volonté de les boycotter semble s'accroître de manière constante, les généraux pourraient toujours les imposer. Il était symptomatique de l'isolement de la clique Bouteflika que les marches de masse initiales n'aient pas suscité de répression policière instantanée. Mais la récente déclaration de Gaïd Salah selon laquelle les manifestations étaient sous la « protection » de l'armée était peut-être plus menaçante que rassurante. L'annonce faite à *El-Djeich* (organe de l'armée) le 5 avril, selon laquelle les forces armées soutiendraient « les revendications légitimes clairement exprimées par le peuple », laisse au haut commandement beaucoup de marge de manœuvre.

Des incidents récents montrent que l'armée est en train de perdre patience face aux manifestants. Le mardi 9 avril, alors que les étudiants s'apprêtaient à marcher sur le centre d'Alger, comme ils le faisaient depuis le début du mouvement, ils ont été attaqués et arrêtés par la police. Le vendredi 12, la police anti-émeute a tiré des grenades lacrymogènes sur des foules denses au centre-ville d'Alger, dans lesquelles des enfants et des personnes âgées ont participé. Même des groupes quittant la manifestation pour rentrer chez eux ont reçu des gaz lacrymogènes et des policiers en civil ont pourchassé des jeunes manifestants dans les rues. La semaine suivante, le mardi 16 avril, les troupes de choc de la Brigade de recherche et d'intervention ont été envoyées à la faculté de droit d'Alger pour disperser une manifestation d'étudiants.

L'arrestation de jeunes manifestants arrêtés le samedi 13 avril sur la place devant la poste principale, lieu des manifestations hebdomadaires d'étudiants, a été particulièrement effrayant. Les dix membres détenus du Mouvement démocratique et social (MDS, successeur de l'ancien parti



Le président Bouteflika avec le général Gaïd Salah président une parade militaire en 2012.

stalinien pro-soviétique, le PAGS) et du Rassemblement action jeunesse (RAJ, une association de défense des droits civils) ont été emmenés à la poste de police situé à 20 km d'Alger. Les quatre femmes arrêtées ont fait l'objet d'une fouille à nu – acte d'humiliation odieux et avertissement clair adressé à l'ensemble de la gauche.

Dans les deux derniers jours les querelles intestines à la tête des institutions répressives s'intensifient. Le général Gaïd Salah lance des avertissements et des menaces envers le noyau dur des partisans du clan de Bouteflika, la DRS (Département de Renseignement et de la Sécurité). Au même temps le chef de l'état-majeure de l'ANP se plaint des actions des masses qui ont chassé des ministres et déclare qu'il faut « mettre en échec » ceux qui œuvrent à la « déstabilisation », qu'il imposera une « transition apaisée », qu'il y aura des élections présidentielles en juillet, et point. Il veut « fermer le jeu » comme disent les titres des journaux. « Game over » à l'invers ? Nous ne le croyons pas.

Assemblée constituante sous tutelle militaire ?

La condamnation du « système » et de l'ensemble du régime est à la fois très répandue et profonde, mais ne comporte aucun programme positif autre que le désir nébuleux d'une nouvelle forme de gouvernement. Ni une direction politique ni aucune organisation de lutte n'ont émergé. On voit parfois des slogans hostiles au général Gaïd Salah, mais ils sont loin d'être universels. Bien que le gros des manifestants est jeune et originaire des classes « populaires », la présence de diverses professions, allant des juristes, professeurs d'université aux journalistes, en passant par les juges, a également joué un rôle important.

Le mouvement a été alimenté par des grèves ouvrières et des arrêts de travail, mais celles-là ne se sont pas transformées en grève générale et les derniers ont eu parfois le caractère d'une mobilisation « civique » multi-classe. Même le milliardaire Issad Rebrab, dont le groupe industriel Cevital (métallurgie et agroalimentaire) est la plus grande entreprise privée du pays, a entré dans le jeu et s'est joint aux manifestations. Mais les travailleurs en grève à Métal Structure près de Bouira ne sont que les dernières victimes de

l'exploitation impitoyable de Cevital.

Le général Gaïd Salah a fait le tour des « suspects habituels », des hommes d'affaires liés au clan Bouteflika, tels que Ali Haddad, président du FCE (Forum des chefs d'entreprise), qui fut détenu à la frontière tunisienne alors qu'il essayait de fuir le pays. Mais accuser cette clique simplement de piller le pays ou même de gaspiller l'argent du pétrole algérien sur des projets mégalomanes, comme une énorme mosquée d'Alger d'une valeur de 4 milliards de dollars, n'est qu'une tentative de détourner l'attention des crimes beaucoup plus grandes de Bouteflika et de ce régime dans lequel le capitalisme d'état cohabite avec un capitalisme de copinage rapace.

Surtout après le renversement contrerévolutionnaire de l'Union Soviétique en 1991-1992, les gouvernements algériens, en tant que pions de l'impérialisme, ont imposés les politiques dites « néolibérales » de privatisations et austérité pour les travailleurs, selon les recettes du Fonds monétaire international. Cela commençait déjà sous le général Zéroual, prédécesseur de « Boutef ». Après la tentative d'industrialisation du pays en utilisant les revenus pétroliers pour acheter des usines « clé en main », placées sous l'égide de l'État, s'est révélé un échec, le tournant vers le « marché libre » fut dirigé par les islamistes

À l'automne 1988, après une révolte de la jeunesse urbaine réprimée au prix de plus de 500 vies, le régime s'engage d'abord à assouplir le système politique en instaurant un système multipartite. Les bénéficiaires immédiats étaient les islamistes, ce qui a produit l'intervention de l'armée après leur victoire au premier tour des élections législatives en décembre 1991. Les généraux voulaient préserver à tout coût leur monopole du pouvoir. Pourtant, à la suite d'une guerre civile cruelle, l'armée installait Bouteflika à la présidence afin d'œuvrer à la réconciliation avec les réactionnaires islamistes et poursuivre leur politique de « libre marché ».

Aujourd'hui, un prochain gouvernement contrôlé par les militaires, sous prétexte de rompre avec le « système », pourrait ainsi poursuivre, voire renforcer, les privatisations et les mesures d'austérité. Depuis l'an 2000 il y a eu des dizaines de milliers de manifestations contre la hausse de prix de l'alimentation, le chômage et la corruption généralisée – les mêmes causes des manifs de ce printemps 2019. Le sud algérien a été secoué par des grèves dans les installations pétrolières. Mais elles ont été suffoquées grâce à l'isolement relatif, et des primes et bons fournis par la régime. La même stratégie de cooptation et répression pourrait être suivie aujourd'hui.

Les deux principaux partis du gouvernement, le Front de libération nationale (FLN) et le Rassemblement national démocratique (RND) sont largement discrédités. C'est aussi le cas des partis d'opposition bidonne, basés surtout dans la Kabylie, le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) et le Front des forces socialistes (FFS). Ce dernier, malgré son nom, est un parti bourgeois partisan d'une « économie sociale de marché ». En plus il y a le Parti des Travailleurs (PT), faussement qualifié de « trotskyste », qui

avait apporté un « soutien critique » à Bouteflika, soutien très peu critique envers sa politique de « réconciliation nationale » avec les islamistes.

Il faut souligner que ce système est conçu à la satisfaction du pouvoir militaire au cœur du régime. Le FLN est joué contre le RND, le FFS contre le RCD, tandis que le PT fournit des bruits de fond « anti-impérialistes », ainsi comme le faisait le parti stalinien pro-Moscou avant son effondrement. Néanmoins, tous sont discrédités. L'un des principaux arguments en faveur d'une réforme constitutionnelle est qu'il est grand temps de réduire le pouvoir présidentiel. Mais un système parlementaire plus traditionnel serait également sujet à la manipulation par les généraux, et toute prétention de réaliser la « démocratie » dans le cadre semi-colonial sera illusoire.

Actuellement, ces trois partis d'opposition diffusent le slogan d'une assemblée constituante afin de refaire la Constitution. Ils répandent ainsi délibérément des illusions sur le rôle de l'APN. Le 30 mars, le premier secrétaire du FFS déclarait que l'armée doit « se plier à la volonté de l'écrasante majorité du peuple algérien », qu'elle « devra ... être garante du bon déroulement de la transition démocratique et ne pourra en aucun cas influencer ses tenants et aboutissants ». Mais alors, aucune de ces parties n'a jamais été un véritable adversaire du « système ». En fait, Louisa Hanoune, la principale dirigeante du PT, avait précédemment convoqué Bouteflika lui-même en 2004 pour organiser un congrès national afin de former une assemblée constituante !

Les sociaux-démocrates du Parti Socialiste des Travailleurs (PST), historiquement associés au Secrétariat Unifié d'Ernest Mandel, se joignent à ces fraudes. Comme leurs co-penseurs français qui ont fondé le NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste), ils ont abandonné leur rhétorique « trotskyste » pour un réformisme plus traditionnel. Le PST ne prétend même pas que l'assemblée constituante sera la première étape vers une forme de « socialisme ». Pour eux, le dernier arrêt de leur ligne de tramway s'appelle « assemblée constituante souveraine et représentative de nos aspirations démocratiques et sociales » (Déclaration du PST, 21 d'avril).

Pire encore, le PST concocte des raisonnements pseudo-marxistes sur la manière dont le corps des officiers bourgeois pourrait devenir partie prenante de la « révolution ». Ainsi un article sur le site du PST, « Le débat juridique et l'enjeu de la transition » (28 mars), envisage la possibilité « des conditions politiques permettant que les forces populaires puissent faire entrer la plupart des forces armées dans les rangs de la révolution ... permettant au pays de passer du régime militaire à un gouvernement civil démocratique ». Illusion dangereuse et jusqu'à suicidaire ! Ces anti-trotskystes préconisent une assemblée constituante sous tutelle militaire !!

En comparaison de ces sociaux-démocrates « constitutionnels » dociles qui visent jouer le rôle des Kadets dans la Révolution Russe, même la revendication d'un « gouvernement révolutionnaire véritablement démocratique et populaire » de part des vestigiaux staliniens à *Alger Républicain* (3 avril) semble bien plus à gauche.

Lors des élections pour le deuxième mandat de Bouteflika en 2004, nous de la Ligue pour la Quatrième Internationale avons écrit que dans un pays comme l'Algérie, « dominé pendant des décennies par un régime autoritaire qui se veut inamovible, on ne peut pas exclure la possibilité de convoquer une assemblée constituante pour répondre à

la soif de démocratie des masses travailleuses ». Nous soulignons, pourtant : « Mais pour que cela aura un contenu révolutionnaire, il faut auparavant établir le pouvoir révolutionnaire des travailleurs. » Non seulement cette condition préalable n'existe pas actuellement en Algérie, aujourd'hui la revendication d'une assemblée constituante servirait de couverture d'un régime militaire remanié subordonné à l'impérialisme. Comme nous l'avons précisé à l'époque :

« Une assemblée 'démocratique' sous domination bourgeoise peut-elle résoudre les problèmes linguistiques et régionaux brûlants qui ont secoué l'Algérie ou écraser les réactionnaires fondamentalistes islamiques ? Impossible ! C'est une illusion criminelle d'imaginer qu'une démocratie parlementaire stable puisse être établie dans un pays comme l'Algérie, où une couche minuscule de riches capitalistes et de bureaucrates corrompus, soutenus par l'armée, exerce sa domination sur les masses paupérisées au nom de l'impérialisme. L'armée ne sera pas exclue du pouvoir par une assemblée 'démocratique' impuissante; pour réaliser un contre-pouvoir de la classe ouvrière, il doit être organisé sur la base de conseils d'ouvriers et de paysans, de soviets et de leurs propres milices ouvrières – et ensuite les forces armées qui défendent le capital commenceront à se défaire. Le prolétariat doit lutter, avec une lutte de classe indépendante, pour que les droits démocratiques les plus larges fassent partie intégrante de la lutte pour le pouvoir prolétarien et non dans une tentative illusoire de parvenir à la 'démocratie' sans renverser l'État capitaliste ».

—« Algérie : élections truquées et résistance des travailleurs à l'offensive capitaliste », *L'internationaliste* n° 5, mai 2004

La classe ouvrière doit défendre tous les opprimé(e)s

Quelques semaines après le début du *hirak* (le « mouvement citoyen »), des drapeaux amazighs (berbères) sont apparus dans les manifestations, y compris dans la capitale. Un article paru dans *El Watan* (20 avril) évoque les tentatives avortées de la police de saisir ces drapeaux et de semer des divisions parmi les manifestants. Quel simulacre de « démocratisation » serait-il, qui s'avère incapable de s'opposer clairement et fermement à l'arabisation imposée par le gouvernement algérien ? Cette politique réactionnaire n'est pas seulement une négation brutale des droits démocratiques des Berbères, elle a toujours ouvert la voie aux réactionnaires islamistes. En 1999, Bouteflika s'est vanté que la langue tamazight ne serait jamais une langue officielle, que cette demande était un ballon qu'il ferait éclater.

Néanmoins, après la révolte en Kabylie en 2001, au cours de laquelle 130 personnes ont été victimes de la répression, l'année suivante Bouteflika a été obligé d'inclure le berbère comme langue officielle. Cela n'a toutefois pas été concrétisé, et il y a eu de nombreuses manifestations d'étudiants exigeant que l'enseignement du tamazight soit réellement financé. Au crépuscule de son règne, Bouteflika a reconfirmé le berbère en tant que « langue officielle » (mais pas une langue « d'état ») et a même fait de Yennayer, le Nouvel An berbère, un jour férié. Ce ne sont que des gestes symboliques plutôt vides.

Selon les mots de Lénine, les véritables révolutionnaires exigent « absolument aucun privilège pour une nation ou une langue » (« Notes critiques sur la question nationale »,

1913). Nous de la LQI revendiquons l'égalité des droits pour l'arabe (y compris la langue populaire, par opposition à l'arabe littéraire), le tamazight et le français. Contre le poison du nationalisme, il est nécessaire de forger l'unité de toute la classe ouvrière algérienne précisément sur la base de la défense des Kabyles et de leurs droits démocratiques, y compris leur droit à l'autodétermination. Ce ne veut pas dire, pourtant, que nous nous prononçons à ce moment en faveur de l'indépendance de la Kabylie.

La répression de 2001 en Kabylie a provoqué la création du Mouvement pour l'Autonomie de la Kabylie (MAK - Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie). Après 2010, « Autonomie » est devenu « Autodétermination » lorsque le MAK a commencé à réclamer l'indépendance. Certains nationalistes amazighs conseillent maintenant de s'abstenir de la lutte en cours, en disant que les Kabyles étaient fortement impliqués dans la lutte pour l'indépendance de l'Algérie vis-à-vis de la France, sans pour autant aboutir à rien. Son calcul serait de former un petit état kabyle contre une majorité algérienne hostile (ou indifférente), ce qui suppose le patronage de l'une ou l'autre puissance impérialiste – une illusion suicidaire.

Il y a un autre courant indépendantiste, l'Union pour une République Kabyle, scissionné du MAK. Les deux organisations ont été cible d'une véritable chasse aux sorcières ces derniers temps, alors que les corps répressifs du régime ont réalisé des arrestations brutales (avec la complaisance des partis bourgeois comme le FFS et le RCD) à la suite de réunions indépendantistes. Il faut dénoncer fermement cette nouvelle vague d'attaques aux militants kabyles. Cependant, le Rassemblement pour la Kabylie, plus modéré, qui s'est séparé du MAK et cherche une solution fédérale négociée, présume de la bonne volonté du gouvernement central dans ce qu'il espère être une démocratie bourgeoise stable – une impossibilité dans un pays dominé par l'impérialisme. Une telle solution ne pourrait être envisagée que sous un état ouvrier.

La défense des droits de la femme est fondamentale à toute conception de la démocratie, mais elle ne figure pas dans les principaux mots d'ordres des partisans d'une « Deuxième République ». La lutte pour la libération de la femme est une question stratégique pour la révolution, en Algérie comme ailleurs. Les trotskistes exigent l'abolition du code de la famille paternaliste, la pleine égalité des droits entre hommes et femmes et la séparation complète entre la religion et l'état. Les homosexuels sont également victimes de l'ordre moral bourgeois. Un étudiant en médecine s'est fait égorger à Alger en février en tant que présumé homosexuel. Nous disons : à bas les articles 333 de la Constitution qui proscrivent l'homosexualité !

Nous nous battons pour le droit à l'avortement le droit libre et gratuit, y compris pour les mineurs, et pour un système médical gratuit et de haute qualité, accessible à tous. L'intégration des femmes dans le travail social doit être facilitée par des mesures telles que des garderies gratuites 24x24 h et un salaire égal pour un travail égal. Ce n'est pas simplement une question de droits démocratiques, mais d'attaquer les racines mêmes de la réaction islamique. Seul le renversement du capitalisme et la mise en place d'un système économique planifié et collectivisé peuvent émanciper la femme de l'esclavage domestique. En fait, tous les droits démocratiques fondamentaux ne peuvent être assurés que



El Watan

Louisa Hanoune

par la révolution prolétarienne.

L'histoire algérienne depuis l'indépendance montre que le nationalisme bourgeois n'a conduit qu'à un régime bonapartiste, qui n'a ni brisé l'étau de l'impérialisme, ni mis en place un véritable développement économique, ni réalisé de gains démocratiques pour les femmes et d'autres secteurs opprimés. Ceci a confirmé de nouveau la théorie et le programme de révolution permanente de Trotsky, qui tiraient les leçons des révolutions russes de 1905 et d'octobre 1917 : dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, comme c'est le cas de l'Algérie, une bourgeoisie faible est incapable de réaliser même les tâches démocratiques bourgeoises, et il incombe à la classe ouvrière, dirigée par un parti bolchevique, de se placer à la tête de tous les opprimés pour accomplir les tâches démocratiques en instaurant la dictature du prolétariat, qui entreprendra des tâches socialistes.

Pour le trotskisme authentique en Algérie !

Le 2 mars, il a été rapporté dans la presse algérienne que Louisa Hanoune, chef du Parti des travailleurs, avait été chassée de la manifestation à Alger en tant que larbin de Bouteflika. Hanoune a participé aux négociations de Sant'Egidio en 1995 et a signé une plate-forme commune avec le FLN, le FFS et les islamistes, « modérés » et extrémistes ensemble, soutenant la politique de « réconciliation nationale » de Bouteflika. Dans un article-portrait dans *Jeune Afrique* (22 avril 2016) on apprend que Bouteflika lui proposait un poste de ministre en 2000 et regrette beaucoup son refus. Comme les staliniens français vis-à-vis du front populaire de 1936, elle pensait sans aucun doute qu'elle pouvait être plus utile comme appui extérieur au gouvernement, un régime bonapartiste meurtrier.

Hanoune avait rencontré Gaïd Salah le 13 février 2014 et a ensuite publié un communiqué affirmant « la nécessité de préserver l'unité de l'institution militaire et sa cohésion face à toute tentative de division susceptible de nuire à la stabilité du pays et ouvrir la voie à une ingérence étrangère ». Le PT a ensuite fait l'éloge de « l'expérience prouvée de l'armée en matière de lutte contre le terrorisme, qui constitue une source de fierté pour le peuple algérien » (Algérie1, 15 février 2014).

Tous les discours du PT sur « la poursuite de la mobilisation révolutionnaire » et la mise en place de comités populaires pour préparer une assemblée constituante (rassemblant peut-être des listes de préoccupations et de revendications proposées initialement par Bouteflika) et l'opposition à l'ingérence militaire dans la politique ont l'air d'une tentative désespérée de ne pas se noyer avec

un navire qui coule. Protégés du groupe français du défunt Pierre Lambert, qui ont abandonné le trotskysme et dégénéré en réformisme il y a plus de 40 ans, le PT est une formation social-démocrate jusqu'aux racines. Lors de la scission récente du Parti Ouvrier Indépendant (POI) lambertiste en France, le PT algérien s'est associé à la fraction de Gauquelin (Lacaze). La fraction Gluckstein, en la personne de l'historien Jean-Jacques Marie, se dit soudainement choquée, choquée par les singerie pro-Bouteflika du PT.

Les sociaux-démocrates libéraux du PST sont déjà en train de théoriser un nouveau régime militaire algérien. L'article cité plus en haut, apparu originalement en *À l'encontre* (30 mars), une revue théorique publiée par le NPA (30 mars), sous le titre « Algérie. L'armée, le débat juridico-constitutionnel pour 'une transition contrôlée' et la dynamique du soulèvement populaire 'anti-système' », écrit par Nadir

Djermoune et ensuite publié sur le site du PST, cite avec approbation le sociologue algérien Yazid Ben Hounet qui insiste sur le fait que l'armée algérienne n'est pas issue d'une ethnie distincte, comme l'armée syrienne, et ne constitue pas une « classe sociale distincte » comme en Égypte. La conclusion du sociologue, on ne rigole pas, est que le rôle actuel de l'armée « est celui d'un accompagnement de cette révolution pacifique, plutôt que celui de la répression ou de la confiscation de cet élan démocratique »

Alors que milliers de manifestants scandent « Djeich – chaâb, Khawa – khawa » (armée et peuple ensemble, frères – frères), au lieu d'avertir que l'armée n'est pas un « ami du peuple », ces réformistes alimentent les illusions dangereuses. Le corps des officiers algériens est même favorablement comparé au Mouvement des Forces Armées des années 1970 au Portugal et la conclusion du militant de la direction nationale du PST est qu'on pourra envisager une « analogie partielle » avec un « scénario portugais ». En fait, l'opportunisme de l'« extrême gauche » à l'époque, qui se rangeait derrière diverses fractions militaires (pro-staliniennes ou avec les social-démocrates manifestement contre-révolutionnaires) avait contribué à anéantir une opportunité véritablement révolutionnaire dans laquelle la construction d'organes prolétariens de double pouvoir était posé concrètement. Mais la politique actuelle du PST est beaucoup plus à droite que les opportunistes des années 1970.

Les non-sens dangereux du PST sont repris dans la déclaration de solidarité du « Bureau Internationale de la Quatrième Internationale » (ancien S.U.), qui élogie la « souveraineté populaire » – un concept foncièrement anti-marxiste – et la « renaissance de la révolution algérienne ». À l'époque, au début des années 1960, l'appui des



El Matan

Alors que des centaines de milliers de manifestants ont scandé « Djeich – chaâb, Khawa – khawa » (armée et peuple ensemble, frères – frères), et même parfois « police et peuple, frères – frères », la police a empêché la marche du 1er mai à Alger, en tirant gaz lacrymogène pour disperser les travailleurs. Comme Marx, Engels, Lénine et Trotsky ont enseigné, la police et l'armée ne son pas des « amis du peuple », ils constituent le noyau dur de l'état capitaliste, dont la tâche et de réprimer les exploités.

disciples de Mandel au FLN était justifié par l'affirmation selon laquelle les nationalistes petits-bourgeois construisaient un « gouvernement ouvrier et paysan » et allaient éliminer le capitalisme sous l'emprise d'un processus objectif « dynamique » inévitable. Mais cette « révolution algérienne » s'est révélée mythique. L'opportunisme objectiviste d'hier a fini par défendre la démocratie bourgeoise et propager des illusions sur une armée gagnée à une révolution pacifique.

Les masses algériennes ont désespérément besoin d'une direction révolutionnaire dotée d'un programme authentiquement trotskyste, qui comprend que pour gagner puis étendre les droits démocratiques, même élémentaires, il faut renverser le capitalisme avec des organes de pouvoir prolétarien. Au nationalisme bourgeois de la gauche opportuniste, un tel parti ouvrier révolutionnaire construit sur la base du programme bolchévique de Lénine et Trotsky opposerait l'internationalisme prolétarien, luttant pour une révolution socialiste qui s'étendrait dans tout le Maghreb jusqu'au cœur des centres impérialistes.

La révolution en Algérie doit également être liée à la lutte des travailleurs dans l'ancienne puissance coloniale, la France. Dans l'ancien métropole colonial, toujours avide de maintenir son « sphère d'influence » en Afrique, il est crucial de lutter contre les divisions au sein de la classe ouvrière fomentées par le gouvernement raciste de Macron (et de ses prédécesseurs) et pour les pleins droits de citoyenneté pour les immigrés et le droit d'asile pour ceux qui fuient la dévastation impérialiste. L'unité révolutionnaire entre travailleurs français et algériens est décisive pour l'avenir de la lutte de classe dans les deux pays, ce qui souligne l'urgence de la lutte pour une Quatrième Internationale reforgee, parti mondial de la révolution socialiste. ■

Débarrassez la mainmise de l'UGTA sur la classe ouvrière !

Contre le « syndicalisme » d'état, forger une direction révolutionnaire

Actuellement, dans le cadre de la protestation déclenchée le 22 février contre un cinquième mandat présidentiel pour Bouteflika qui s'est devenue le *hirak* (le « mouvement citoyen ») contre « le système », l'action de la classe ouvrière jusqu'à maintenant a été surtout d'appui aux manifs populaires plutôt que d'avant-garde de classe. Il y a eu des débrayages et des grèves autour de revendications particulières. Ce qu'il faut, pourtant, c'est une mobilisation de la force énorme des travailleurs pour balayer ce régime moribond et ouvrir la voie à une vraie révolution contre *le système capitaliste*. Le Premier Mai pourrait annoncer l'amorce d'une telle mobilisation. Ce qui compte alors sera la doter avec une direction révolutionnaire.

Les luttes ouvrières locales se sont multipliées ces dernières années, en particulier dans le sud. A condition qu'ils restaient localisés, le gouvernement a été prêt à les racheter en utilisant ses revenus pétroliers. Les manifestations qui commençaient en 2017 contre une augmentation de la taxe de vente étaient plus préoccupantes pour la bourgeoisie. Puis, début 2018, il y a eu une grève des enseignants efficace, menée par des syndicats indépendants de la confédération officielle, l'Union Générale des Travailleurs Algériens (UGTA). Mais elle n'aboutit pas finalement, ayant été déclarée illégale. Une nouvelle grève dans le secteur de l'éducation était prévue pour cette année lorsque le mouvement contre la candidature de Bouteflika a éclaté.

Après trois semaines de manifestations, des appels anonymes à une grève générale ont commencé à circuler sur Internet. Dimanche 10 mars, aucun train, local ou longue distance, n'a quitté les gares d'Alger. Le métro, les tramways et les bus ont également été paralysés par des grèves. Les lycées à travers le pays ont été fermés par des grèves. Dans le port de Béjaïa, en Kabylie, la grève a été particulièrement efficace, y compris dans les écoles et les bureaux publics, mais également dans l'industrie alimentaire (usines de sucre et d'huile de Cevital). Cependant il n'y avait pas de suite et le mouvement de grève ne suscitait pas un cadre organisationnel capable de l'étendre et généraliser.

Des grèves auraient également eu lieu sur les sites de la Sonatrach (société pétrolière d'État). Les travailleurs de la zone industrielle de Rouiba, près d'Alger, y compris à la SNVI, monteur des autobus et des automobiles, ont débrayé aussi. Une semaine plus tard, une grève au champ de gaz naturel Sonatrach de Hassi R'mel était confirmée. Le dimanche 24 mars, des employés municipaux du pays ont fait grève. Outre le départ de Bouteflika, les grévistes d'Alger, de Blida et de Constantine ont également réclamé des augmentations de salaire, ainsi que des améliorations dans les domaines de la santé, du logement



Autour de 2 000 travailleurs de Société Nationale des Véhicules Industriels (SNVI) à Rouiba ont débrayé le 18 mars pour revendiquer le départ du leader de l'UNTA, Sidi Saïd, dire non à un cinquième mandat présidentiel pour Bouteflika, et réclamer le fin du « système ».

et de l'éducation. Les grèves ont été renouvelées dans divers secteurs au cours de cette semaine. À partir du 29 mars dans le wilaya (préfecture) de Tizi Ouzou en Kabylie on déclenchait une grève dans les bureaux publics ainsi que des banques, des écoles et des stations-service Sonelgaz.

L'un des débrayages qui ne soit pas conséquence directe du mouvement anti-Bouteflika a été une grève « sauvage » dans l'usine sidérurgique de Tosyali à Béthouia, près d'Oran. L'équipe du matin a commencé en signe de protestation contre une tentative de suicide d'un travailleur de l'usine après que la direction lui ait annoncé que son dernier contrat à court terme (son quatrième) durerait six mois au lieu d'un an. Des milliers d'autres travailleurs de l'usine ont des contrats à court terme similaires. Les travailleurs ont bloqué l'usine, arrêté le laminoir et fait circuler une pétition dénonçant la section locale de l'UGTA comme collaboratrice de la direction de l'usine. Ils ont également exigé une augmentation de 100% du salaire de base, des augmentations des primes individuelles et collectives et la fin des licenciements « abusifs ».

Reste à voir si les grèves pour soutenir le mouvement populaire vont déclencher une offensive de classe. Le chômage massif et la multiplication des contrats à court terme signifient que la classe ouvrière est sur la défensive. Malgré son militantisme, le prolétariat algérien a été trahi de toutes parts, n'ayant pas réussi à rassembler ses luttes dans une contre-offensive unifiée et de se présenter comme une alternative au régime, ni de montrer une sortie pour les masses plébéiennes, en particulier la jeunesse désespérée du pays. La principale raison de cet échec est la main morte de l'UGTA sur la classe ouvrière. Loin de mobiliser les travailleurs pour défendre leurs intérêts contre les attaques capitalistes, cet organisme *corporatiste* et son appareil corrompu ont été l'instrument d'un gouvernement après l'autre pour empêcher la lutte ouvrière.

UGTA : un obstacle à la mobilisation des travailleurs

Dans *El Watan* du 18 avril est apparu un article « Mobilisation historique des syndicalistes devant le siège de l'UGTA : Sidi Saïd prié de 'dégager' ». En revendiquant le départ de la direction de la confédération, ils veulent nous faire croire qu'il y avait une dégénérescence de l'UGTA à partir de l'arrivée de Abdelmadjid Sidi Saïd, qui l'a transformée en simple appareil au service des patrons, et qu'il faut, maintenant, la remettre sur la voie tracée par ses fondateurs au service des travailleurs. Mensonge ! L'UGTA n'est pas un syndicat ouvrier né des luttes des exploité(e)s. Au contraire, c'est un obstacle pour les luttes de défense d'intérêts économiques des travailleurs. C'est une émanation des nationalistes bourgeois et petit-bourgeois du Front de Libération Nationale dans la lutte pour l'indépendance, qui par la suite s'est intégrée à l'appareil de l'état comme organisation de masse du FLN (voir *L'Internationaliste* n° 5).

Bien que toutes les bureaucraties syndicales pro-capitalistes tendent à s'intégrer à l'état bourgeois à l'époque impérialiste, l'UGTA fait partie de l'engrenage de la machinerie de répression de la bourgeoisie pour empêcher la formation et croissance de syndicats de classe. La fin du monopole du FLN après 1988 ouvrit un nouveau champ de manœuvre aux bureaucrates de l'UGTA : dès lors, ils ont entretenu des liens avec les trois partis bourgeois qui intègrent *le système* : principalement le RND (qu'ils avaient aidé à fonder), le FLN et le RCD. Le système corporatiste est ainsi devenu plus flexible, mais n'a pas été aboli. Les syndicats concurrents étaient théoriquement admissibles mais, dans la pratique, ils étaient rarement enregistrés ; au mieux, ils sont simplement tolérés.

Sous Sidi Saïd (« Capitaine Madjid »), l'UGTA s'est d'abord mobilisée derrière la candidature de Bouteflika, puis s'est rangée derrière le général Gaïd Salah pour s'opposer aux manifestations. Certes, dans cette période troublée on a vu des manifestations de dissidence. En Kabylie, les sections locales de l'UGTA ont organisé des marches clamant des slogans tels que « À bas Sidi Saïd » et « Rendez l'UGTA aux travailleurs ». La manif du 17 avril d'environ un millier de syndicalistes devant le siège de l'UGTA à Alger pour réclamer l'éviction de Sidi Saïd était soutenue par les représentants du PT. Pour justifier leur tournant, ces sociaux-démocrates officieux font appel au dogme de la social-démocratie française (la Charte d'Amiens) selon lequel les partis politiques se préoccupent des élections alors que les syndicats traitent de problèmes économiques, une distinction particulièrement absurde en Algérie.

Les syndicalistes cités dans l'article d'*El Watan* sont des militants du PT de Louisa Hanoune ; après avoir profité de tous les privilèges financiers et agit comme appendice parasitaire du régime, ayant soutenu toutes les cliques mafieuses bourgeoises de Boutef à Sidi Saïd, aujourd'hui, face à la révolte des masses, ils veulent redorer leurs blason en suivant le mouvement populaire. Cependant, les travailleurs, eux, n'ont pas de mémoire courte.

Le PT n'est pas seul dans la gauche de prétendre « démocratiser » l'UGTA. *La Riposte*, de la Tendance Marxiste



Le 17 avril un millier de syndicalistes devant le siège de l'UGTA ont réclamé, « Sidi Saïd, dégage! »

Internationale de Allan Woods, dans son article du 29 mars annonçant que « La révolution algérienne a commencé ! » essaye de nous vendre également le mensonge que UGTA est « le puissant syndicat ouvrier du pays » alors que son rôle réel a été d'étouffer les luttes des travailleurs. Les mouvements pour réformer l'UGTA sont également soutenus avec enthousiasme par le PST. Ce n'est pas étonnant, puisque le PST fait lui-même partie intégrante de la bureaucratie de l'UGTA (bien que d'autres militants du PST sont des dirigeants des syndicats indépendants des enseignants).

Les prédécesseurs du PST ont même prétendu dans les années 1970, quand l'UGTA intégrait le régime du parti unique du FLN, que l'UGTA pourrait avoir une « direction de lutte de classe ». Il est franchement impossible de prétendre que l'UGTA n'est devenue que récemment un outil du gouvernement. Les réformistes remontent à Aissat Idir, l'un des fondateurs de l'UGTA pendant la guerre d'indépendance dans les années 50. L'UGTA a alors déclaré que sa tâche ne serait pas de défendre les intérêts de la classe ouvrière, mais plutôt d'être un instrument du mouvement nationaliste qui était en train de se transformer en une nouvelle classe dirigeante, de « passer du stade de la revendication à celui de la prise des responsabilités » (*L'Ouvrier Algérien*, 7 août 1962).

Aujourd'hui, le PST se joint à l'appel (du 22 avril) à faveur d'un « Grand rassemblement national le 1er mai à Alger pour réapproprier l'UGTA aux travailleurs et exiger le départ immédiat et sans condition du secrétariat national et de son S/G » Sidi Saïd. Un article sur le site web du NPA français, « Algérie : de la contestation dans l'UGTA et les grèves » (17 avril) fait référence à une « fronde » à l'intérieure de la confédération. Il y aurait des secteurs dirigeants dissidents qui seraient prêts à jeter Sidi Saïd par-dessus bord, tout comme les généraux ont sacrifié Bouteflika. De plus, les sociaux-démocrates du PST relient leur appel pour réformer le « syndicat » d'état au programme maximal d'une assemblée constituante, sans une seule mention d'une lutte pour la révolution socialiste.

Si sous la pression de la rue et au cours de la lutte de classe convulsive une partie de la bureaucratie de l'UGTA se détache et adhère à une organisation syndicale indépendante de l'appareil de l'état, ce ne sera pas grâce aux collaborationnistes de classe du PT et du PST. Et un tel pas soulignera plus encore la nécessité de forger une direction vraiment révolutionnaire.

Quant aux syndicats indépendants, qui bénéficient

d'un certain soutien dans les secteurs de l'éducation et de la santé – ils se sont maintenant regroupés au sein de la Confédération des syndicats algériens (CSA), qui inclut même des imams en tant qu'employés de l'État – ils restent anémiques, et pas seulement en raison de leur statut semi-légal. Ils fonctionnent comme des auxiliaires plutôt que comme des ennemis irrécyclables de l'UGTA et sont ouverts au patronage de l'État. Nous notons en particulier que le SNAPAP reçoit une aide du Centre de Solidarité de l'AFL-CIO, qui fonctionne au niveau internationale comme une branche syndicale de l'impérialisme américain, financé directement par le gouvernement.

La question de l'indépendance vis-à-vis de l'État bourgeois n'est pas simplement une question tactique, mais un principe politique. Comme l'a souligné Trotsky, « à l'époque de la décadence impérialiste, les syndicats ne peuvent réellement être indépendants que dans la mesure

où ils sont conscients d'être, en action, les organes de la révolution prolétarienne ». Pour de nombreux courants qui se réclament du trotskysme, c'est tout au plus une formule rituelle qu'ils citent dans des rares occasions quand ils veulent se donner une couverture de gauche alors qu'ils continuent leur travail quotidien réformiste.

Pour le prolétariat algérien, par contre, l'indépendance organisationnelle et politique vis-à-vis de l'état capitaliste et toutes les ailes de la bourgeoisie est décisive pour transformer la lutte contre le régime dans un mouvement pour la révolution ouvrière pour renverser le système capitaliste. C'est justement pourquoi la Ligue pour la Quatrième Internationale insiste sur la nécessité de forger le noyau d'un parti ouvrier révolutionnaire et internationaliste qui lutte pour un gouvernement ouvrier et paysan et l'extension de la révolution à tout le continent africain et à l'intérieure des métropoles impérialistes. ■

L'arrestation de la dirigeante du Parti des Travailleurs algérien par le régime militaire menace toute la classe ouvrière

Libérez Louisa Hanoune !

Jeudi 9 mai, Louisa Hanoune, secrétaire générale du Parti des Travailleurs (PT) algérien, a été convoquée devant le tribunal militaire de Blida à titre de témoin dans le cadre d'une enquête ouverte contre Saïd Bouteflika, frère du président déchu, ainsi que Mohamed Mediène alias « Toufik » et Athmane Tartag alias « Bashir », deux anciens chefs de la police secrète. Mais elle a ensuite été placée en détention préventive sous l'accusation non spécifiée « pour atteinte à l'autorité de l'Armée et complot contre l'autorité de l'État ». Cette arrestation arbitraire est une attaque directe aux droits des millions de personnes qui ont manifesté ce derniers temps et présage un durcissement du pouvoir militaire. La Ligue pour la Quatrième Internationale exige la libération immédiate de Louisa Hanoune !

Bien sûr: les réformistes sociaux-démocrates du PT ont bien souvent été des laquais des généraux, et Hanoune elle-même a côtoyé toutes sortes d'éléments douteux – non seulement le clan Bouteflika, mais également de hauts responsables du Fonds Monétaire International et les

réactionnaires islamiques du FIS ! Mais le PT tente maintenant de se démarquer de Bouteflika et de faire croire aux travailleurs que la fédération corporatiste UGTA qui soumet les travailleurs à la tutelle de l'état capitaliste peut devenir un véritable organe de la classe ouvrière.

Les arrestations très sélectives ordonnées par Gaïd Salah des adeptes du régime, dont le général avait été un des principaux supports pendant 15 ans, sont des mesures cosmétiques visant à renforcer le « système ». Bien entendu, quiconque s'oppose aux élections présidentielles précipitées prévues pour le 4 juillet et organisées par d'autres copains de Bouteflika peut et sera accusé d'avoir « porté atteinte à l'autorité de l'État ».

En outre, le 4 mai Hanoune avait rejeté l'offre de « dialogue » du chef de l'état-major de l'armée. Elle faisait alors référence aux offres de dialogue avec la « société civile » de part du général Al Sisi en Egypte avant et après qu'il avait renversé le président Morsi, pour ensuite arrêter des membres de partis politiques qui lui avaient appuyé. La dirigeante du PT avait aussi signalé la situation

au Soudan, où l'armée a pris le pouvoir pendant des manifestations populaires et installé un conseil de transition pour la durée de deux ans (*El Watan*, 5 mai). Peu après ce discours, on a donné l'ordre d'exiger sa comparution devant le tribunal militaire. L'arrestation de Hanoune est donc une menace contre l'ensemble de la gauche et de la classe ouvrière.

Après les assauts de la police contre des travailleurs à Alger le 1er mai et après que des manifestations de masse contre le régime se soient poursuivies dans tout le pays pour le douzième vendredi consécutif, nous mettons en garde de nouveau sur le danger d'une répression militaire massive. Les masses algériennes ont besoin d'une direction trotskyste authentique luttant contre les illusions répandues qui visent à gagner le corps des officiers à une « révolution » pacifique. ■

Visitez la Ligue pour la Quatrième Internationale sur l'Internet

<http://www.internationalist.org>

Disponible sur notre site:

- Déclaration de fondation du Groupe Internationaliste
- Déclaration de la Ligue pour la Quatrième Internationale
- Articles de *El Internacionalista*
- Articles de *Vanguardia Operária*
- Articles de *The Internationalist*
- Articles et documents en allemand, français et italien
- La lutte pour la libération de Mumia Abu-Jamal
- Lectures marxistes



Visite a página da Liga Quarta-Internacionalista do Brasil

- Matérias de *Vanguardia Operária*
- A luta para libertar Mumia Abu-Jamal
- Documentos marxistas sobre a luta pela libertação do negro e da mulher

« Assemblée constituante ? » Le bricolage constitutionnel ne mettra pas fin à la misère capitaliste – Pour un gouvernement ouvrier et paysan !

Algérie : pour la révolution ouvrière contre le régime militaire !



Plus d'un million de personnes d'Algériens sont descendus dans la rue en plusieurs occasions dans le *hirak* (« mouvement citoyen ») contre le système. En haut: manifestation à Alger, le 24 mars.

Des centaines de milliers d'Algériens sont descendus dans la rue tous les vendredis depuis le 22 février – on est déjà au neuvième. On chiffre les manifestants à plus d'un million en plusieurs occasions. Il s'agit sans aucun doute des manifestations les plus importantes depuis l'indépendance et ont embrassé les coins les plus reculés du pays, les femmes et les jeunes étant particulièrement représentés. On parle de la « révolution du 22 février ». C'est une illusion, toute comme on a qualifié les soulèvements qui ont renversé Ben Ali en Tunisie et Mubarak en Egypte une révolution, pour ensuite voir la montée des islamistes, suivi par le retour des militaires.

On scande, « Système dégage ». Oui, c'est tout un système, pas seulement un président ou un clan. Et ce n'est seulement l'absence de la « démocratie » (bourgeoise) non plus. Mais qu'il soit les copains corrompus ou des militaires puissants, ils ne quitteront jamais le pouvoir volontiers – il faut les renverser. Après la démission du président Abdelaziz

Bouteflika, dicté par les généraux sous pression de la rue, le pouvoir algérien est en train de se regrouper. Ce système de chômage massif et de bas salaires, de répression tous azimuts, s'appelle le capitalisme, et pour le balayer *il nous faut une révolution ouvrière, socialiste et internationaliste*. Il incombe aux militants les plus conséquents de forger la direction révolutionnaire nécessaire.

Pas seulement en Algérie : à travers l'Afrique, du Soudan et Mali jusqu'à l'Afrique du Sud, il y a des luttes qui visent la chute des régimes en pouvoir depuis des décennies. Dans les métropoles impérialistes on voit des mouvements populistes comme les « gilets jaunes » en France, parfois de gauche mais plutôt de droite, qui sont une réponse déformée aux ravages de la crise économique capitaliste qui durent depuis le krach boursier de 2008. En l'absence d'une direction révolutionnaire qui lutte contre la vraie cause des troubles et la misère de ceux d'en bas, la domination du

suite à la page 16

**Il faut balayer tous les clans de la bourgeoisie
et renverser le système capitaliste !**